



Supplément 4 pages
DIX ANS APRÈS...



le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue temaux
75011 paris
805 34 08
ccp publico
11289 15 paris

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 270 JEUDI 25 MAI 1978 3 F

hebdomadaire

Editorial

L'ennemi public n°1

A la suite de l'évasion rocambolesque de Mesrine, un haut fonctionnaire de la Justice déclarait que les prisons françaises ne renfermaient pas plus de 300 grands criminels présentant un réel danger pour la société, mais il a oublié de préciser combien couraient encore.

Ne parlons pas du tueur de l'Ardèche et autres ennemis publics n°1 dont la célébrité ne dure que le temps d'une manchette à sensation propre à développer un climat d'insécurité.

Parlons plutôt de celui qu'on pourrait appeler l'Etrangleur. De celui qui terrorise les faibles en leur mettant le couteau sous la gorge, de celui qui ménage les puissants pour détroisser sans danger les plus indigents dès qu'ils se trouvent isolés, de celui enfin qui prend pour justice ce qui n'est que force brutale. En un mot comme en mille, cet homme, vous l'avez peut-être reconnu, c'est Raymond Barre.

Dans un de ces cours télévisés dont il a le secret, il a réussi à nous prouver que l'augmentation récente des tarifs publics n'était qu'un élément d'une politique qui visait à accroître le pouvoir d'achat des bas salaires! Essayons de suivre son raisonnement.

« La hausse de l'indice, proclame-t-il, ce n'est pas l'inflation. La hausse de l'indice, c'est l'inflation lorsque cette hausse traduit l'explosion des facteurs profonds qui sont à l'origine de l'inflation ; tandis qu'à l'heure actuelle, ce que nous faisons, ce sont des hausses d'ajustement qui doivent faire disparaître un potentiel accumulé d'inflation ».

Pour les profanes, traduisons : quand un Premier Ministre décrète une hausse des prix, ce n'est plus une hausse. Si on doit désormais affranchir ses lettres à 1,20 F, c'est parce qu'on avait tort jusqu'ici de ne les affranchir qu'à 1 F. En somme, l'Etat nous avait fait des cadeaux, il nous les reprend.

Mais retenez surtout une chose : moins vous payez cher un produit, plus vous favorisez l'inflation. Décidément, on ne le répètera jamais assez : Raymond Barre est un grand novateur dans le domaine de la science économique...

Mais cet exposé serait vraiment partial s'il n'abordait l'autre aspect essentiel de la question, à savoir ce que vont devenir les sommes considérables ainsi dégagées.

Les prix industriels doivent revenir à la liberté complète. Comme personne n'irait imaginer qu'ils puissent baisser, il faut bien prévoir qu'ils vont augmenter. Mais il ne faudrait pas voir là non plus un germe d'inflation, car les bénéfices supplémentaires consentis aux industriels leur permettront d'investir, donc de créer des emplois.

Tout d'abord, il n'est nullement certain que les dits industriels ne préféreront pas investir dans la productivité afin de diminuer leur main d'œuvre plutôt que d'investir dans le sens d'une augmentation de la production. Mais passons...

Le plus extraordinaire dans tout cela, c'est d'assister à des mesures de relance (pas pour tout le monde, rassurez-vous) qui prennent le nom de lutte contre l'inflation.

Cela fait que, si l'avenir devait donner raison à Monsieur Barre, on verrait, pour la première fois depuis que l'économie existe, une vague d'augmentation des prix stopper net l'inflation tout en diminuant le chômage, augmenter fabuleusement les bénéfices des entreprises tout en maintenant, voire en augmentant les revenus des salariés!...

Si la campagne électorale n'était pas terminée, on comprendrait! Ce n'est plus un économiste, c'est un magicien. Gageons que si ce tour de passe-passe réussit, notre Premier Ministre aura bien gagné son pesant de cacahuètes.

VENDREDI 16 JUIN
GRAND MEETING - GALA
(Porte de Pantin)

LES PARAS AU ZAÏRE



POURQUOI ?

33^e CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

COMME chaque année durant le week-end de la Pentecôte, la Fédération anarchiste a tenu son congrès. Plus de 250 délégués se sont réunis les 13, 14 et 15 mai à Ris-Orangis. Le nombre croissant des congressistes confirme (pour ceux qui semblent l'ignorer) la progression de notre organisation et l'incontestable accroissement de son audience. Les débats ont porté autant sur les problèmes organisationnels internes que sur le choix de thèmes de propagande et d'action pour les mois à venir.

Une fois les structures fédérales redéfinies pour l'année à venir, les délégués se sont penchés sur les problèmes économiques, politiques et sociaux que pose la structure organisationnelle du capitalisme à tout révolutionnaire, sur l'analyse

et les propositions de luttes radicales pouvant se créer et se développer au sein même d'une société de classes.

Lors du congrès extraordinaire de Boussy-St-Antoine, la Fédération anarchiste avait déjà jetté les bases de cette

analyse politique et envisagé les moyens de lutter dans l'entreprise, le quartier, etc. L'ensemble des discussions a confirmé le contenu des motions parues dans l'un des numéros spéciaux du *Monde Libertaire*. L'échec de la gauche aux dernières élections, le laisser-aller des centrales syndicales favorisent le fatalisme et le manque de combativité des travailleurs. L'acceptation de la crise, du non-changement de société est le résultat logique qui suit toute propagande intensive parlementaire marquée par

(suite page 9)

FOP 2530

**Liste des groupes de la
Fédération Anarchiste**

PROVINCE

AIN : OYONNAX
ALLIER : MOULINS
ALPES-MARITIMES : NICE
AUBE : TROYES
B.-D.-R. : MARSEILLE - AIX
CALVADOS : HEROUVILLE - CAEN
DORDOGNE : PERIGUEUX
DOUBS : BESANCON
EURE-ET-LOIR : GROUPE BEAUCEPON
GIRONDE : BORDEAUX
ILLE-ET-VILAINE : RENNES
INDRE-ET-LOIRE : TOURS
ISERE : BOURGOIN - GRENOBLE

LOT : GROUPE DEPARTEMENTAL
LOT-ET-GARONNE : FUMEL - AGEN
MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
MANCHE : ST-LO
MORBIHAN : LORIENT
NIEVRE : NEVERS
NORD : LILLE - ROUBAIX - TOUR-
COING
PYRENEES-ATLANTIQUES : BAYONNE
BIARRITZ
RHONE : LYON
HTE-SAVOIE : ANNECY
SEINE-MARITIME : ROUEN - LE HAVRE
GROUPE ESTUDIANTIN DE ROUEN
SOMME : AMIENS
TARN-ET-GARONNE ET AVEYRON :
VILLEFRANCHE DE ROUERGUE
VAR : REGION TOULONNAISE
YONNE : FEDERATION DEPARTE-
MENTALE
HTE-VIENNE : LIMOGES

BELGIQUE
SUD-LUXEMBOURG

REGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les
arrondissements suivants: 2°, 5°, 10°,
11°, 13°, 14°, 15°, 16°, 18°, 19°, 20°

BANLIEUE SUD

— FRESNES-ANTONY
— GROUPE ESTUDIANTIN DE
FRESNES-ANTONY
— MASSY-PALaiseau
— MASSY
— ORSAY-BURES
— SAVIGNY SUR ORGE
— CORBEIL ESSONNES
— BRUNOY ET LIAISON SEINE-ET-
MARNE
— DRAVEIL
— VILLENEUVE-ST-GEORGES

BANLIEUE EST

— GAGNY
— NEUILLY SUR MARNE
— CHELLES
— MONTREUIL

BANLIEUE OUEST

— GROUPE DES YVELINES
— ISSY LES MOULINEAUX - MEUDON
BOULOGNE BILLANCOURT

BANLIEUE NORD

— AULNAY SEVRAN
— VILLENEUVE LA GARENNE
— LEVALLOIS
— ASNIERES
— COURBEVOIE COLOMBES

LIAISONS

De l'Aisne, Sisteron, La
Ferté-Macé - Flers, La Rochelle, Vier-
zon, Bégard, Lannion, Châteaurox,
Concarneau, Amboise, Chinon, Mont-
pellier, St-Sever, St-
Etienne, Le Puy, Nantes, Vendôme,
Montoire, Blois, Coutances, Laval,
Clermont-Ferrand,
Strasbourg, Nord Seine-et-Marne,
Brest, Centre-Bretagne, Poi-
tiers.

**LIAISONS
PROFESSIONNELLES**

LIAISON INTER-ENTREPRISES DES
ORGANISMES SOCIAUX
LIAISON DES POSTIERS
(édite Gestion Directe)
LIAISON DES CHEMINOTS
(édite Voie Libre)
LIAISON DU LIVRE
CERCLE INTER-ENTREPRISES DE
CALBERSON (Paris 18°)
CERCLE INTER-BANQUES

Permanences des groupes

Groupe de Marseille: le samedi de 14 h 30 à 17 h au local de « Culture et liberté, 72, Bd. Eugène Pierre, 13005 Marseille.
Groupe de Lyon: le samedi de 15 h à 17 h, Palais du Travail (salle 25) à Villeurbanne.
Région toulonnaise: le samedi de 15 h 30 à 19 h au local du cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon.
Groupe Jules Durand, Le Havre et Région : dans les locaux du Cercle d'Etudes Sociales, 16 rue Jules Tellier au Havre. Le lundi de 14 à 19 h, le mercredi de 15 à 19 h, le samedi de 15 à 19 h.
Groupe Jacob: le lundi de 18 h à 20 h et le samedi de 14 h à 16 h, au 51, rue de Lappe, Paris 11°.
Groupe Emma Goldman: le jeudi de 17 h à 20 h et le samedi de 16 h à 18 h, au 51, rue de Lappe, Paris 11°.
Groupe Louise Michel: tous les samedis de 17 h 30 à 19 h, au 10, rue Robert Planquette à Paris 18°.
Groupe d'Amiens: les seconds et quatrièmes samedi de chaque mois, salle Desoilly à Amiens.
Groupe Courbevoie-Colombes: les seconds et quatrième samedi de chaque mois, de 14 h à 17 h, à la MJC de Courbevoie, 184, Bd. ST-Denis à Courbevoie.
Groupe Germinal : tous les mardis au café « Le Danton », rue du Commerce, Paris 15°, de 18 h à 19 h. Tous les mercredis, au café « Le tabac », à Meudon, de 18 h à 19 h. Tous les jeudis, au café « Le Métropole », avenue de la République à Issy-les-Moulineaux, de 19 h à 20 h 15.

**PRENEZ CONTACT AVEC NOS GROUPE EN ECRIVANT
AUX RELATIONS INTERIEURES
PUBLICO - 3, rue Ternaux - 75011 PARIS**

Le groupe libertaire
Armand Robin
de Brest
vous invite

VENDREDI 26 MAI
à 20 h 30

Maison pour tous
de l'Harteloire
à Brest
pour participer à
une réunion-débat sur

**ESPERANTO
INTERNATIONALISME
ANATIONALISME ET
MINORITES ETHNIQUES**

Le groupe libertaire
Louis Lecoin
et le Collectif Libertaire
Lyonnais
organisent

VENDREDI 26 MAI
de 20 h à 24 h

à la mairie du 6°
58, rue de Sèze à Lyon
une rencontre-débat sur

**UN SYNDICAT LIBERTAIRE
EN ESPAGNE**

avec la participation
de camarades de la CNT

Carlos Andreu
et son groupe
clôtureront la soirée
par des poèmes et chansons

Le groupe anarchiste
PREMIER MAI
d'Annecy

et la fédération locale
de la CNT
organisent

SAMEDI 27 MAI
à 20 h 30

salle de la Résistance
Hôtel de ville d'Annecy

la projection du montage
audio-visuel de la CNT
sur les collectifs anarchistes en Espagne
de 1936-39
réalisées par la CNT/FAI

Le groupe libertaire
de Orsay-Bures
invite ses sympathisants
à venir débattre

VENDREDI 26 MAI
à 20 h

à la faculté d'Orsay
Bât. 336
sur le thème

APRES LES ÉLECTIONS

La liaison Nanterre
de la F.A.
partie prenante du
Collectif de soutien à la lutte
du peuple bulgare
met à la disposition
des militants et des groupes
de la F.A.
une affiche 60 x 80
de solidarité contre
la répression en Bulgarie
Ecrire à Publico
qui transmettra

Le groupe libertaire
de Limoges
organise

SAMEDI 27 MAI
à 21 h

une réunion publique
salle de la mairie
à ST-JUNIEN

Tous les sympathisants
sont invités
à venir discuter

Directeur de la publication
Maurice LAISANT
Commission paritaire n° 56 636

ROTO - Group 78
93 - St-Denis
Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
Diffusion SAEM Transport Presse
Routage 206 - Publi Routage

COMMUNIQUÉ

La coupe du monde de football va se dérouler en Argentine à partir du 2 juin, pays dans lequel les droits élémentaires collectifs et individuels sont quotidiennement bafoués. Arrestations arbitraires, « disparitions », torture systématique, assassinats, interdiction du droit de grève...

L'Argentine a aujourd'hui le triste privilège de se placer parmi les pays les plus barbares du monde.

C'est dans ce contexte, à 800 m du plus important centre de torture du pays, l'Ecole Mécanique de la Marine, que va se dérouler le Mondial, suivi par quelques 2 milliards de téléspectateurs.

Ce qui pourrait être une fête du football s'est transformé en une opération de propagande pour la junte militaire.

Nous pensons que tous ceux qui sont attachés à la défense des droits de l'homme, tous ceux qui ont une responsabilité dans les domaines politiques, syndicaux, sportifs, culturels, se doivent d'unir leur voix pour informer l'opinion publique, de dénoncer cette barbarie. C'est pourquoi la Fédération Anarchiste s'associe à toute campagne de pétition et de popularisation en vue d'appuyer une demande d'amnistie générale le 2 juin, jour d'ouverture de la coupe du monde. Puisque l'on parle de « fête » du sport, la plus belle pour les prisonniers serait leur mise en liberté.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

Une nouvelle affiche

**FÊTE A BUENOS-AIRES..
TORTURES
DANS LES PRISONS!**



**AMNISTIE
GENERALE!**

FEDERATION ANARCHISTE.

Cette affiche est en vente à Publico au prix de 0,40 F l'unité au-delà de 10 exemplaires. Adresser commandes et règlements à Publico, Relations Internationales, 3 rue Ternaux - Paris 11°.

La liaison F.A.
des cheminots
informe que
« Voie libre » n 5
est paru

Le numéro est en vente
à Publico
Prix : 1 F

Au sommaire
Du balai les exploités

Des « 7p1 » par centaines
Chronique post-électorale

Action directe
des travailleurs

Le patronat voudrait rapioter
8 h aux travailleurs

Le numéro 4 de
VOLONTÉ ANARCHISTE

est paru
LES ANARCHISTES ET LE
PROBLÈME SOCIAL

Texte de la
Fédération anarchiste

En vente à Publico : 7 F

L'abonnement est à envoyer à
Publico (8 numéros-60 F) au
nom d'ASH-CCP 21600 42 C
Paris

Avec votre demande, vous
pouvez demander les 3 numéros
déjà parus.

LE MONDE LIBERTAIRE

Redaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris
Tel. 805.34.08 CCF Publico 11289-15 Paris

TARIF		Etranger
France	Sous pli fermé	
3 mois	35 F	40 F
6 mois	65 F	80 F
12 mois	125 F	150 F

**Abonnez
vous**

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus). Pays

Abonnement Ràabonnement

Règlement (à joindre au bulletin):

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre-poste.

La répression passe, le viol demeure

Il y a deux semaines de cela, dans *Le Monde Libéraire*, j'écrivais à propos du procès d'Aix-en-Provence, où des peines de prison très lourdes furent prononcées contre les 3 agresseurs d'Anne et Aracelli, qu'il était illusoire de croire que la justice et la répression qui en découle permettraient d'endiguer ce fléau social qu'est le viol.

Un peu plus d'une semaine après ces mesures, accueillies comme il se doit par l'ensemble des observateurs, mesures qui mettraient, d'après eux, un frein inévitable au développement des viols dans cette société, une adolescente de 14 ans, Valérie, était violée dans une cité des quartiers Nord à Marseille.

Un viol collectif, effectué par une dizaine de garçons, âgés de 14 à 18 ans. C'est inconsciente, totalement dénudée, couverte d'équimoses que Valérie fut découverte, dans un taillis de la cité du parc Brégante. Les agresseurs, des lycéens pour la plupart, ont été incarcérés à la prison des Baumettes et inculpés par le parquet.

Alors qu'aujourd'hui, pour régler ce problème du viol, on ne cesse de nous rebattre les oreilles, avec l'unique solution,

que l'on appelle justice, d'une société qui elle-même engendre ce mal, ce triste fait arrive donc en pleine gueule de tous ces beaux parleurs qui ne font finalement, par leur débilite, que cautionner cette société pourrie dans laquelle nous sommes enlevés.

D'ailleurs, dernièrement, et après ce fameux procès qui a défrayé toutes les chroniques journalistiques, nos maîtres ne s'y sont pas trompés. Trente sénateurs de la majorité viennent, en effet, de déposer un projet de loi. Ces trente braves hommes, au cœur pur, suggèrent pour protéger les femmes contre le viol, de créer « un office central pour la protection de la femme, qui coordonnerait les recherches et la répression des agressions sexuelles commises contre les femmes ».

Autre fleuron de leur judiciaire projet de loi, le recrutement à partir du grade d'inspecteur de police, d'un fonctionnaire du sexe féminin dans chaque commissariat et d'un substitut du même sexe dans chaque cour d'appel.

Voilà qui ne devrait nullement déplaire à Gisèle Halimi et sa horde, elle qui ne cesse de

réclamer 50% des pouvoirs. Il est vrai que les femmes peuvent être tout aussi bien politiciennes, flics ou substitués de la même manière que les hommes!...

Si ce faux fuyant devait arriver à destination, il nous montrerait une fois de plus l'incroyable cynisme de tous les politiciards qui voudraient nous faire croire qu'une simple loi peut résoudre le problème du viol.

Denis LAROUSSINIE

Du côté
des « autonomes »

Ma barre de fer est plus grosse que la tienne...

DANS l'après-midi du 12 mai, un commando d'une dizaine de femmes, casquées et armées de barres de fer, a sacqué la librairie des Femmes, rue des St-Pères à Paris. La nuit du jeudi 18 mai, nouvelle agression, des coups de feu sont tirés dans la vitrine de cette même librairie.

Les « bombeuses à chapeaux » qui se réclament de l'autonomie, ont donné ensuite les raisons de cet acte. Pour elles, les femmes du mouvement sont des bourgeois qui divisent les hommes et les femmes en empêchant la lutte contre l'Etat.

La « théorie » défendue par les agresseuses relève - oh horreur! - du plus pur marxisme : hors la lutte contre l'Etat, point de salut (les disciples de Marx, en effet, nous ont toujours dit que les luttes spécifiques créaient des divisions dans la classe ouvrière).

A notre avis, cette manière de procéder, où l'on s'attaque aux livres, où l'on tire à tort et à travers sans tentative de discussion préalable, relève tout simplement de pratiques fascistes et d'attitudes régressives. En combattant les acquis des luttes des femmes qui se répercutent ensuite dans la société entière, elles renforcent toute la vieille société sexiste.

Le rôle qu'ont tenu les femmes autonomes ici, est assumé ailleurs par leurs hommes. Contrairement à ce que leur nom indique, ceux-ci ne semblent pas avoir coupé le cordon ombilical qui les relie aux organisations qu'ils vomissent. Ils sont incapables, par exemple, d'apparaître seuls, préférant jouer à cache-cache avec les flics, pour laisser ensuite le reste des manifestants se faire casser la gueule à leur place.

Hélas, messieurs-dames, vous n'allez pas bien loin. Dans l'univers mythique des héros virils et sans reproches, le grand frère Baader et les cousins italiens ont une tout autre vergure. Vos attaques sont réussies à l'avance : occupation du journal *Libération*, bombardage des livres aux Editions des Femmes. Quels coups portés à l'Etat!

Sans vous, où serions-nous ? Et certes, nous vous serons reconnaissants de la répression que vous nous apportez en prime.

Eliane-Colette
Commission femmes

« Enceinte, vous n'êtes bonne à rien »

MARIE était plongée dans un restaurant d'Aix-en-Provence. Son patron semblait apprécier son travail. Du moins jusqu'à ce que Marie lui annonce qu'elle est enceinte de 3 mois.

Le 31 juillet 1976, elle est licenciée. Bien sûr, elle n'accepte pas le licenciement et s'adresse à l'Inspection du Travail qui conseille de faire une tentative de conciliation. Celle-ci a lieu le 20 août 1976. Le patron, non seulement refuse la conciliation, mais agresse violemment la déléguée syndicale qui accompagnait Marie.

Se basant sur l'article 127 du Code du Travail (« Il est interdit à tout employeur de licencier une femme pendant sa grossesse et pendant les 12 semaines qui suivent l'accouchement »), l'affaire est portée en Conseil des Prud'hommes.

Le 8 mars 1977, Marie est déboutée et condamné à payer 1000 F pour « procédure abusive ». Elle n'a pas pu apporter la preuve « que son employeur connaissait son état de grossesse », car elle avait perdu le récépissé de son envoi recommandé...

Il est clair pourtant qu'elle a été licenciée parce qu'elle était enceinte. Son employeur a même poussé l'infamie jusqu'à lui dire : « Enceinte, vous n'êtes bonne à rien. »

Par conséquent, Marie fait appel. Le procès a lieu le 17 mai dernier. Résultat : délibéré à huitaine!...

Moi, j'appelle cela : se foutre de la gueule du monde! Le libéralisme avancé de Giscard nous permet, dans son infinie bonté, de réclamer lorsqu'on est mécontent. Mais réclamer quoi : réclamer à un patron de ne plus être un patron, c'est-à-dire un individu sans foi ni loi traitant ses employés comme des esclaves, salariés certes, mais toujours aussi aliénés dans un système économiques qui privilégie inexorablement celui qui détient le pognon ?

Réclamer à qui : réclamer à un appareil scabreux baptisé d'une façon arbitraire et péremptoire du nom de « Justice », qui a été conçu et mis en place uniquement dans le but de défendre la Propriété, c'est-à-dire les propriétaires, contre forcément ceux qui n'ont rien ? En d'autres termes, la « Justice », puisqu'il faut l'appeler par ce nom, est un moyen ordinaire d'exactions contre la classe des exploités et des asservis.

La preuve, c'est que la Justice sanctionne un même délit d'une manière variable selon l'accusé. Les individus basanés et les anarchistes, entre autres, ramassent chaque fois un maximum. Dans le cas de Marie, elle est déboutée lors de la première procédure deux jours avant de passer en correctionnelle, avec cinq de ses camarades, pour avoir aidé une mineure à avorter. Curieux, non ?

Les patrons sont toujours, quoi qu'ils en disent, des exploitateurs. Il n'y a aucune espèce d'ambiguïté là-dessus. La Justice est toujours la toile d'araignée qui laisse passer les grosses mouches et arrête les petites. Elle n'est qu'une excoissance terminale de ce cancer qu'est la répression policière au service des potentats.

L'Etat et le Capital sont toujours les entraves majeures qui retiennent l'humanité dans sa progression vers un mieux. Il est vital de nous débarrasser de toutes nos chaînes dès que nous le pourrions.

Bernard APPY

Les inspecteurs Nouveaux commis des Rois

SI Gavroche revenait à la vie, il se demanderait sûrement pour qui et pourquoi il fût occis par la faute à Voltaire et à Rousseau!

Et Cohn-Bendit, en ce mai 78, doit bien s'interroger, du fond de son repaire suisse, sur l'impact, aujourd'hui, du mai d'il y a dix ans.

Car en cette fin de siècle où chacun (et chacune) claironne son combat pour la liberté, l'égalité, sinon pour la fraternité, la hiérarchie est souveraine à l'école. Alors qu'on s'efforce de supprimer les « notes » des écoliers et des potaches, on les conserve allègrement pour juger les instits, les profs, aussi les directeurs et directrices d'établissements scolaires.

« L'élite diplômée » accepte de se faire noter, réprimandée, vilipendée par l'émissaire du ministre de l'Education Nationale, qui a nom « inspecteur ». En fait, elle n'accepte pas toujours.

Ce qui pourrait n'être que contrôle abusif et rétrograde dans un pays qui se dit « démocratie libérale avancée », est devenu une affaire politique.

Les nostalgiques de la III^e République, fervents atterrés de l'école et de la morale laïques, menant farouche combat pour la laïcité, oublient que, dans le secteur nationalisé, l'école se prostitue tout autant que dans le secteur privé.

Un objecteur de conscience, un insoumis sont interdits d'enseignement dans la citadelle de l'Education Nationale : ils pourraient apprendre à leurs élèves l'art subversif de ne pas tuer!

Et surtout, quotidiennement, se joue la tragi-comédie de l'inspection. Une camarade, l'an dernier, fut refusée au CAP pour n'avoir pas fait rentrer « en rang » les gosses de la maternelle! Et, sans l'intervention syndicale, elle loupait, une seconde fois, cette année, son CAP. Motivation réelle : elle n'est pas dans les normes de la pédagogie traditionnelle, essentiellement autoritaire. Cette vieille pédagogie-fossile récupérée, en les assaisonnant à sa propre sauce, les méthodes nouvelles.



Jacques Papinski a obtenu que sa cause fût écoutée, sinon gagnée. Le premier inspecteur, Giovanni, qui l'a sacqué, semble avoir eu et avoir encore la coterie maçonnique pour le soutenir. Faudra-t-il qu'une seconde grève de la faim de Papinski soit son arme ultime pour sa réintégration à l'Education Nationale ?

La semaine dernière, l'inspection a eu des résultats meurtriers. Un inspecteur-capo, profitant de son grade et des prérogatives de sa fonction, a copieusement injurié Françoise Bordelais, institutrice de 23 ans, au cours de la commission d'admission en 6^e, au CES de Barbezieux (Charente). Françoise n'admit pas les brimades et, priée par l'inspecteur d'aller chercher un dossier manquant, elle s'est pendue!

Corpron, secrétaire national du syndicat des directeurs (qui sont aussi les inspecteurs) de l'Ecole Normale, défend sa corporation et insinue, benoîtement, que Françoise a pris la réprimande d'une manière peu habituelle! A l'entendre, la relation inspecteurs-inspecté(e) serait une relation fraternelle et amicale! Pour lui et ses compères, la mort de Françoise Bordelais n'est qu'un regrettable incident (pas même accident) de parcours.

L'inspection et ses verdicts touchent même les directeurs d'établissements scolaires, qui peuvent être limogés sans motif argumenté, ou tout au moins déplacés.

Le principal du collège de Cassis (Bouches-du-Rhône) aurait dû, d'après l'inspecteur, s'en tenir à son rôle administratif. Un directeur de collège, délégué du ministre de l'Education Nationale, larbin rémunéré par l'Etat, peut-il avoir l'outrecuidance d'expérimenter des méthodes nouvelles d'enseignement, d'éducation, de gestion ? Crime de lèse-majesté que le recteur d'Académie d'Aix-en-Provence est bien décidé à lui faire payer cher. Il « cassera » Vincent Ambite, coupable d'avoir des idées, c'est-à-dire d'être un mauvais administrateur!

Circonstances aggravantes (qui seraient atténuantes à l'Est), il a sa carte du PC et a eu l'initiative plaisante et malheureuse de s'inscrire sur la liste des candidats de sa circonscription aux dernières élections. De quoi suspendre, sinon pendre, un homme!

L'inspection est une affaire politique, menée par une mafia, maçonnique ou autre, à la solde du ministre de l'Education Nationale. Que ce dernier ait nom Haby, Beullac... est sans importance. Eux-mêmes, les ministres, sont à la solde de l'Etat capitaliste et doivent garantir ses privilèges. La base est inspectée non sur ses compétences pédagogiques, mais sur son zèle à défendre les institutions.

Si un élément de cette base manifeste des positions anti-institutionnelles, il est sacqué, irrémédiablement.

Marie-Madeleine HERMET

Les groupes libertaires de Marseille et d'Aix-en-Provence organisent

SAMEDI 27 MAI à 15 h

Vieille bourse du travail 13, rue de l'Académie à Marseille

UN GALA DE SOUTIEN AUX ANARCHISTES EMPRISONNÉS

Avec la participation de Serge Utge-Royo Groupes folk, jazz Musique marocaine

Vente de livres Buvette

ENTRÉE DE SOUTIEN

en bref...en bref...

Le 2 juin en soirée, sous l'égide de la Ligue des Droits de l'Homme, Maurice Joyeux fera, à Nantes, une conférence sur le terrorisme. Pour le lieu et l'heure, consulter la presse locale et les affiches, ainsi que notre prochain numéro.

Le collectif libertaire de Paris 11^e fait appel à tous les artisans sensibilisés par la lutte des peuples latino-américains, pour le contacter afin d'organiser une kermesse avec vente d'objets artisanaux, au profit des travailleurs latino-américains en lutte. Ecrire ou passer au local du groupe Emma Goldman, 51, rue de Lappe-Paris 11^e

La coordination libertaire latino-américaine organise le samedi 3 juin à 20 h 30, une conférence-débat sur « Une expérience libertaire en Colombie ». 15, rue Gracieuse-Paris 5^e

Au moment où s'ouvre à L'ONU (le 24 mai) le débat sur le désarmement, l'Union pacifiste organise, samedi 27 mai, une marche avec distribution de tracts (rendez-vous à 14 h 30, rue de Médecin, Paris 6^e) pour informer et sensibiliser l'opinion publique sur ce problème. D'autre part, un « collectif arrêt-fabrication-commerce-armement » a décidé d'organiser un week-end d'information à travers le pays les 27 et 28 mai.

Alain Pagés et François Renaud, ayant renvoyé leur livret militaire, ont été convoqués le jeudi 18 mai devant le tribunal correctionnel.

En total désaccord avec la politique militaire du pays, ils ont demandé le statut d'objecteur pour des raisons... politiques.

Le comité de lutte des objecteurs du Val d'Oise organise une fête antimilitariste le 25 mai à 20 h, salle des fêtes de Taverny. Au programme : montage diapos, musique, bouffe.

Ça va... Zaïre ?

LE Zaïre (ex-Congo - ex-Congo belge) a encore le déplorable privilège de concentrer à la fois sur son territoire les manifestations les plus ostensibles de la pourriture du capitalisme et de l'oppression dictatoriale. Un Haïti à grande échelle!

L'économie s'y enfonce dans le plus grand marasme au profit d'une infime minorité privilégiée comme des grandes industries multinationales. Pays de Cocagne pour ces derniers qui y sont plus qu'ailleurs en mesure d'exploiter les travailleurs congolais... et de vider le sous-sol grâce à l'aide du régime corrompu en place et aux appuis très intéressés - débouchés et prestige obligés - de l'Etat français... en concurrence avec la Belgique ex-puissance coloniale.

L'Etat zaïrois mendie auprès du Fonds Monétaire International (FMI) ; l'endettement public est exorbitant mais le potentiel et les installations minières sont excellentes, le sol n'y est pas aride et l'agriculture peut satisfaire - dans des conditions normales - les besoins en progression de sa population de 20 millions d'opprimés... Cependant son « chef » est l'homme le plus riche d'Afrique ; ses propriétés - surtout en Europe - se sont accumulées, ses comptes en Suisse débordent.

Un ancien dirigeant de la CIA américaine, repenti sur le tard vient d'ailleurs de déclarer que le président Mobutu a très récemment détourné près de 1 500 000 dollars alloués entre autres en soutien aux opposants angolais soutenus « moralement » par le Zaïre, politiquement par la France, militairement par le gouvernement raciste sud-africain et en sous-main par les USA.

Pour le bloc occidental le régime zaïrois actuel, qu'il a lui-même poussé à mettre en place, devient un poids mort qu'il éliminerait volontiers s'il trouvait un candidat moins discrédité devant l'opinion et pas trop manifestement mû par des filles.

Ce fut le cas en début d'année : le premier ministre Nguza, aspirant prudent au coup d'Etat, échoua malgré ses appuis. En mars mutinerie et complot se sont succédés et furent réprimés atrocement (une dizaine de fusillés officiels et quelques

son chef omnipotent et sa capacité personnelle à remédier à l'état de délabrement général de l'économie.

Dans les chancelleries, dans les ministères et dans les hautes administrations, et bien qu'il continuât à faire les frais des expériences, on ignorait le peuple congolais.

Mais partout voilés ou non, les problèmes subsistent. Depuis le printemps chaud de 1977 où l'insurrection se propagea rapidement dans le sud du pays (Shaba-ex Katanga) et fut en partie - mais en partie seulement - contrecarrée par l'intervention des fantassins marocains et des pilotes militaires français, la situation restait explosive.

D'importantes zones de rébellion subsistent et prolifèrent ; malgré l'encadrement de mercenaires, l'armée dite nationale, très peu motivée, s'abstient autant que possible de s'y hasarder. Ce week-end de la Pentecôte - anniversaire des pénétrations en série de Kinshasa en 1969, ainsi que tout le laissait prévoir, le couvercle de la marmite à pression vient de sauter. Sera-ce définitif ? Le régime sera-t-il culbuté prochainement ?

On peut le présumer... si des influences étrangères ne risquaient pas de se poursuivre et de s'étendre : la Mauritanie a son fer, le sable tchadien recouvre l'uranium et le Zaïre regorge de cuivre... au Katanga précisément.



certains de civils abattus pour l'exemple dans de grandes réjouissances publiques avec participation obligatoire des écoliers à l'allégresse « générale ».

Ces tentatives de bouleversements au sommet, ces répressions sanguinaires et aveugles que l'on s'efforça pudiquement de voiler attirèrent néanmoins l'attention de la presse internationale. Pourtant, malgré un ras-le-bol quasi unanime, rien dans le régime n'était remis en question que la crédibilité de

Les sbires de Mobutu entraînés à la répression envers la population désarmée font encore une fois la preuve de leur manque d'enthousiasme à se faire troller la peau pour des intérêts qui ne les concernent que très peu.

En attendant... les insurgés occupent les villes sans trop de résistance, récupèrent de grandes quantités d'armes, détruisent au sol quelques « Mirages » et font prisonnier 7 militaires français (situation au 14 mai)...

Les paras français au Zaïre « Coucou nous revoilà »

QUATORZE mois après la première guerre du Shaba, où l'intervention franco-marocaine avait permis au président Mobutu de se cramponner au pouvoir, « nos » nostalgiques parachutistes français sont de retour sur le sol zaïrois pour chasser l'envahisseur katangais.

Pourtant, les appels désespérés du gouvernement de Kinshasa ne furent entendus, dans un premier temps, que par des oreilles réticentes. Mobutu eut beau prétexter que les gendarmes katangais du front de libération nationale congolais (FNLC), envahisseurs de toujours, étaient encadrés par des militaires cubains, information qui d'ailleurs devait se révéler on ne peut plus douteuse, le gouvernement français n'était pas très enclin à se lancer dans une nouvelle aventure africaine. La menace communiste ne laissait certes pas Giscard et sa clique indifférents, mais la présence française dans cette partie du globe commençait à être relativement effective aux yeux de l'opinion internationale.

Après la Mauritanie, le Tchad, Djibouti et maintenant le Zaïre, la présence militaire française en Afrique ne cesse de s'accroître. Au dernier recensement, il y aurait 12 000 soldats français dans cette partie du monde, présence justifiée par ces quelques mots de M. Barre : « La France fera tout ce qui est nécessaire pour la protection de ses ressortissants ».

Pourtant, on n'a pas encore vu nos légionnaires partir vers

ici derrière l'expédition « humanitaire », mais, comme les hussards, le premier arrivé sera le mieux servi.

Pourtant, on n'a pas encore vu nos légionnaires partir vers



Bref, Giscard se fera un peu tirer l'oreille et il faudra - heureuse aubaine - qu'une dizaine d'Européens soient tués pour qu'il envoie, avec la bénédiction anglaise et américaine, ses vaillants guerriers rejoindre les militaires belges déjà sur place, pour secourir les ressortissants occidentaux.

C'est ce souci « humanitaire » qui décida de la promptitude de l'intervention française à Kolwezi, ville occupée par les rebelles, grillant du même coup sur le poteau la troupe belge, ce qui ne fut pas sans provoquer quelques remous diplomatiques.

Il ne faut pas se leurrer. La sauvegarde de nos concitoyens n'est en fait que la sauvegarde du capitalisme zaïrois, protecteur des grands intérêts économiques belges et français.

La concurrence entre la Belgique et la France se dissimule

l'Argentine où des Français crèvent aussi sous les tortures des sbires de Videla. De là à penser que « la France fait tout ce qui est nécessaire pour la protection de ses ressortissants dans les pays où ses intérêts économiques sont en jeu », il n'y a qu'un pas que nous franchissons, pour notre part, allégrement. La vie des Français de l'étranger, Giscard s'en fout! C'est la protection des exploités qui lui importe.

Le colonialisme français n'est pas mort, il est même bien vivace. Contre lui, c'est en se prenant en main que les Africains pourront nettoyer leur continent des ordures qui y prolifèrent mais qu'ils prennent garde aux FLN de tout poil, bien connus pour leur habileté à transformer un capitalisme colonisateur de droite en capitalisme colonisateur de gauche.

Philippe CHARIGNY

et Mobutu implore derechef de nouveaux secours aux gendarmes du capitalisme en Afrique.

Pour ces gendarmes et leur président Giscard, il semblerait que « l'Afrique devrait être aux Africains ». Avec ces raisonnements sybillins le Maroc imposerait sa monarchie aux Congolais et le Gabon interviendrait probablement au Mozambique... et vice versa.

Mais pour ces gendarmes, la

terre n'est pas à celui qui la travaille et l'usine ne peut être aux ouvriers. Encore une fois, seuls les Etats disposent, la société s'éteint et la masse subit. Souhaitons que le peuple zaïrois ou congolais prenne conscience de son utilisation forcée à d'autres fins que les siennes et qu'en s'autodéterminant il prenne enfin les rênes de son destin.

TSHILELA

MAI 68 — MAI 78

Dix années qui ébranlèrent le monde

DIX ans après la poussée de fièvre révolutionnaire de 68, rien de fondamental ne semble avoir changé dans ce pays. L'Etat gaulliste, qui avait vacillé un instant sous les coups de boutoir d'une génération qui, pour être réaliste, demandait l'impossible, a pansé ses plaies. En se sophistiquant, en s'affinant, en intégrant à sa problématique une partie du discours de la jeunesse sorbonnarde de l'époque, il a su maintenir la perennité du système inique de l'exploitation de l'homme par l'homme. A l'ombre d'un renforcement constant des pouvoirs de l'Etat, la droite la plus bête du monde a fait son chemin dans la voie étroite de l'intelligence politicienne.

A l'inverse d'une bourgeoisie qui a fait preuve d'une capacité certaine à intégrer les contradictions qui la minent, l'opposition « officielle » ressasse inlassablement les mêmes litanies, les mêmes stratégies... les mêmes échecs!

Les accords de Grenelle qui avaient enterré le formidable espoir d'un changement radical de société sous les rôts gras d'un prolétariat repu par l'apparente satisfaction de ses revendications alimentaires, conduisirent à l'ineffable désenchantement des législatives de 68. « Elections, piège à cons » criaient encore ceux que la vague descendante de la fièvre révolutionnaire laissait déjà sur la grève de l'histoire. Dix ans plus tard, la même impasse électorale caractérise encore la stratégie d'une opposition de gauche qui fait toujours montre de la même incapacité à raisonner hors des sentiers battus du réformisme.

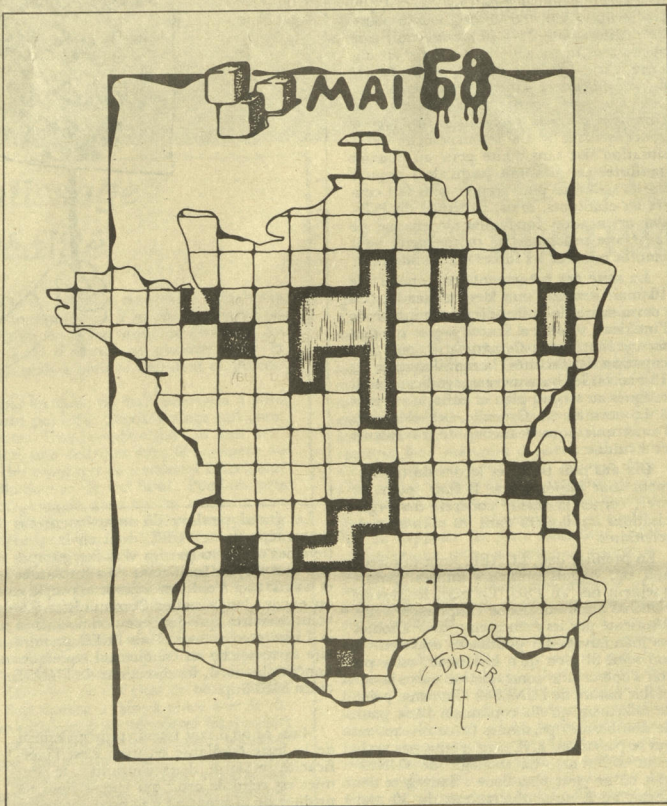
Devant cet immobilisme affligeant, il est tentant de désespérer de l'histoire, de sombrer dans la mélancolie aigrie du soixante-huitard en mal de souvenirs!

Pour avoir eu vingt ans en 68, l'intention d'y aller de mon petit couplet sur un passé merveilleux ne m'effleure nullement. Mon propos ne consiste pas davantage à nier l'importance fantastique de ce qui s'est dit ou fait à cette époque. Le Ressassement lancinant d'un passé sanctifié figeant le temps et l'espace, comme le refus imbécile de tenir compte de ce même passé pour en saisir l'influence sur le présent, relèvent de la même impuissance à s'investir dans la réalité des choses. Cette réalité qui se conjugue toujours au présent se trouve en effet constituée à la fois par la digestion du passé et par l'anticipation de l'avenir. Il est donc aisé de comprendre que ceux qui ont une révolution de retard comme ceux qui en ont une d'avance, ne peuvent percevoir la réalité globale des choses que d'une manière partielle.

En vérité, les nostalgiques de 68 comme ceux qui croient naïvement que tout commence avec eux-mêmes, ont une vision identique de l'histoire : ils la perçoivent comme immobile, intemporelle. Pour les uns rien n'a vraiment évolué depuis 10 ans, pour les autres rien n'évolue jamais, car pas assez vite! Les « désespérés » du passé ou de l'avenir, tout pénétrés de leur impuissance à se situer dans le temps, n'ont pas la force d'ouvrir les paupières pour voir la vie qui bouillonne autour d'eux!

En ce sens, parler aujourd'hui de l'échec de mai 68 consiste à ne se situer qu'au seul niveau de l'apparence. La révolte contre le vieux monde comme la volonté de vivre la révolution au présent et au quotidien sur des bases libertaires, anti-autoritaires et anti-hiérarchiques, ne se sont pas éteintes avec la fin de l'agitation étudiante. Cette révolte et cette volonté ont

teint plus la division pseudo-dialectique entre théorie et pratique, ils refusent de vivre un présent de compromissions au nom d'un hypothétique futur révolutionnaire ; ils veulent vivre la révolution, la leur y compris, au présent et au quotidien, faire éclater partout, ici et maintenant, les mille et un aspects de l'aliénation que secrète l'idéologie dominante.



simplement changé de forme. Elles sont sorties du champ clos de la phrase, du cocoon douillet des amphis, pour pénétrer en force l'espace infini de la réalité sociale, économique et politique.

Dans la présente décennie, on a assisté entre autres à la déliquescence progressive du gauchisme. Ayant un temps fait illusion à la faveur d'une surenchère verbale de tous les instants, le marxisme et ses avatars léninistes, trotskistes, maoïstes... groupistes, fait chaque jour davantage la preuve de sa faillite. La crise du militantisme qui, tel un mal endémique, ravage et ronger ces groupuscules de « révolutionnaires professionnels », prend des allures d'hémorragie. Les militants d'aujourd'hui n'accep-

C'est dans cette optique qu'il convient d'analyser l'ensemble des fronts de la lutte des femmes (lutte pour la libéralisation de l'avortement et de la contraception, lutte contre le viol, la phallocratie et d'un point de vue général l'oppression sexiste émanant de tout système patriarcal). Le mouvement communautaire, avec son formidable capital de vécu, le fourmillement multiforme des groupes écologistes, les nombreuses théories et expériences relatives à l'éducation et à la pédagogie libertaire, l'antimilitarisme radical d'une partie grandissante de la jeunesse, l'épanouissement tranquille des idées et pratiques non-violentes, la vitalité des luttes centrées sur la libération sexuelle, la résurgence du régionalisme, l'émergence croissante d'une aspiration à

l'autonomie, la prolifération de journaux de contre-information... s'inscrivent également dans la réalité de cette nébuleuse libertaire qui a fait éclater le gauchisme. Outre l'aspect positif que constitue en soi la liquidation de ce qui a pu un instant passer pour une alternative « révolutionnaire », il convient également de constater que la contamination touche maintenant une grande partie du corps social. Un certain nombre de concepts, à l'instar de celui d'autogestion, de par le fait qu'ils sont l'objet d'une récupération éhontée par certains syndicats et partis politiques, démontrent à l'évidence qu'ils constituent une réalité avec laquelle il convient de compter.

Les idées de mai ont donc fait leur chemin. Elles ont été repensées et vécues sous des formes différentes par les nouvelles générations. Les principaux faits d'armes de l'après-68 portent le nom de Lip, du Larzac, de Bobigny ou de Malville : chaque époque a ses prises de la Bastille. Mais là n'est pas l'essentiel! L'important pour la présente décennie, c'est la vitalité de ce foisonnement de pratiques diverses qui constituent la nébuleuse libertaire. C'est sur une telle réalité que peut se construire une alternative révolutionnaire sérieuse, cohérente, authentique. La présente période représente indéniablement un tournant car l'éclatement multiforme de cette volonté libertaire est lourd d'ambiguïtés. Ou bien l'ensemble de ces fronts de lutte débouchera sur une certaine coordination et avec, en toile de fond, le cadavre encore chaud du marxisme, les jours de la bourgeoisie sont comptés, ou bien l'émiettement ira s'accroissant et la technocratie qui gère déjà les intérêts d'un capitalisme qui sera de plus en plus d'Etat, s'en accommodera parfaitement. L'histoire s'invente tous les jours et la tâche de demain consiste à dépasser l'absence de théorisation globale d'une révolte centrée exclusivement sur la pratique. Le développement présent de notre Fédération anarchiste est de bon augure car nous nous devons d'être partie prenante de cette tâche.

Quoi qu'il en soit, les bases d'un changement révolutionnaire authentique existent présentement. L'ébranlement du vieux monde que John Reed avait cru déceler en octobre 1917 est maintenant à l'ordre du jour. Il avait fallu dix jours à la Russie pour changer de maîtres, alors dix ans pour créer les conditions permettant d'accéder à un système social où il n'y ait plus jamais ni dieu ni maître, cela ne semble pas trop long à l'échelle de l'histoire. Les conditions du changement existent, à nous de les faire mûrir pour qu'enfin le règne de la domination de l'homme par l'homme soit à jamais aboli. L'intérêt de l'histoire, c'est que si tout évolue tout le temps, rien n'est jamais joué d'avance. Indéniablement l'homme est maître de son destin. Oeuurons pour que ces dix ans qui ont ébranlé le monde en s'attaquant aux bases mêmes de son existence, préludent à dix jours qui ébranleront le monde pour dix mille ans!

Jean-Marc RAYNAUD

3 MAI — 12 JUIN, 6 SEMAINES INTENSES

BIEN avant le 3 mai, l'agitation règne dans les facultés parisiennes et notamment à Nanterre. Le parquet du tribunal ouvre une information judiciaire contre Daniel Cohn-Bendit tandis que le doyen Grappin vient de fermer purement et simplement sa faculté...

— 3 MAI : Suite à l'attentat revendiqué par le mouvement « Occident », une certaine agitation règne à la Sorbonne. Le recteur appelle les C.R.S. qui cernent les étudiants à la sortie de la faculté.

— 6 MAI : Manifestation place Denfert-Rochereau où la première barricade est construite. Les C.R.S. utilisent de l'acide dilué dans les auto-pompes. Les combats continuent tard dans la nuit.

— 7 MAI : Etat de siège au quartier Latin. Manifestation des C.A.L. qui rassemble 50 000 personnes. Une

seule banderole apparaîtra au milieu du cortège des manifestants : « Vive la Commune! ».

— 8 MAI : Après avoir fait campagne contre les « gauchistes-Marcellin », la gauche se rallie brusquement au mouvement. Cortège de 20 000 personnes à Denfert.

— 9 MAI : Meeting à la Mutualité à l'appel du « 22 mars » et de l'U.N.E.F...

— 10 MAI : Manifestation lycéenne extrêmement violente. La dernière barricade est enfoncée par les C.R.S. à 6 h du matin.

— 11 MAI : Les centrales syndicales lancent l'appel de grève générale pour le 13.

— 13 MAI : Grève générale dans tout le pays. 1 million de manifestants à Denfert.

— 14 MAI : Le personnel de l'usine Sud-Aviation de Nantes occupe les locaux de l'entreprise.

— 1 JUIN : 35 000 personnes défilent à Montparnasse au cri de « Elections-traison! ».

— 2 JUIN : Les gares de Mulhouse et de Strasbourg sont réoccupées par le personnel.

— 5 JUIN : Reprise progressive du travail. Violents affrontements entre C.R.S. et ouvriers de Renault à Flins.

— 10 JUIN : Les C.A.L. et le Mouvement du 22 mars organisent un rassemblement à Flins durant lequel le lycéen Gilles Tautin sera assassiné.

— 11 JUIN : Affrontements à Sochaux. La C.G.T. et la C.F.D.T. lancent des arrêts de travail.

— 12 JUIN : Le pouvoir interdit les organisations étudiantes politiques et syndicales.

— 13 JUIN : La quasi totalité des travailleurs est retournée dans les entreprises. Les vacances approchent... la trêve commence...

LES ETUDIANTS DE 68

« Ces faux révolutionnaires doivent être énergiquement démasqués car, objectivement, ils servent les intérêts du pouvoir gaulliste et des grands monopoles capitalistes ». G. Marchais, *L'humanité* 3/5/68

L'agitation étudiante est, en de maintes occasions, inséparable de l'histoire politique et sociale du pays. Mais rarement, comme en 1968, l'irruption sur la scène politique du mouvement étudiant fut autant déterminante et, en même temps, déroutante pour nombre d'observateurs. « On » croyait les étudiants français calmes, résignés ou décidés à prendre les places de leurs aînés aux postes de commande. Et « on » ne se rendait pas compte que le phénomène des révoltes étudiantes était en émergence partout dans le monde : aux Etats-Unis, en Allemagne comme au Japon ou en France.

Les étudiants ont toujours formé un groupe social spécifique. Autrefois peu nombreux, il s'est considérablement accru en raison de la poussée démographique : à peine deux cent cinquante mille au plus fort de la guerre d'Algérie en 1960, les étudiants ont atteint la moitié du million au début de 1968. Et, de fait, cette progression numérique va de pair avec ce que l'on appela alors une « contestation » toujours plus profonde. Purement corporatiste au départ, cette dernière va aboutir rapidement à une remise en cause politique globale de la société capitaliste dont, dès l'automne 67, on connaissait le creuset : c'était l'université de Nanterre, « le Vietnam de banlieue ».

Nanterre : béton rectiligne et bidonvilles... C'est là que, le 22 mars, les nombreux « groupuscules » vont se réunir en un mouvement aux contours idéologiques bien flous, vue la diversité des courants qui le traversent. A partir de cette date, les autorités universitaires et gouvernementales - vont accumuler erreurs sur erreurs : autosatisfaction complaisante, paternalisme désuet, promesses non tenues, intransigence et répression.

C'est ainsi que le 29 avril, le doyen Grappin (Nanterre) fait parvenir au recteur Roche une lettre demandant que sept étudiants, dont Daniel Cohn-Bendit, soient cités à comparaître devant le Conseil de l'Université qui décidera de leur exclusion. Le 2 mai, Grappin annonce que les cours sont, une fois de plus, « suspendus » et la faculté des Lettres fermée. Le 3, alors que Marchais, montrant sa grande « clairvoyance » politique, écrit dans *L'humanité* qu'il faut « combattre et isoler complètement tous les groupuscules gauchistes et dénoncer d'anarchiste allemand (sic) Cohn-Bendit », les Nanterrois tiennent un meeting dans la cour de la Sorbonne. Sur instruction du gouvernement, via le rectorat, la police y pénètre et procède à plus de 500 arrestations. La réaction étudiante est à la mesure de l'agression : le soir, alors que les autorités décident de la fermeture de la Sorbonne, et que UNEF et SNE-Sup lancent l'appel à la grève générale, c'est le premier « vendredi rouge », les premières barricades.

Déjà, on peut se rendre compte que les revendications de départ des étudiants sont dépassées. Bien sûr, la dénonciation du « Plan Fouchet » qui voulait, selon le mot d'un obscur recteur, « faire de l'université une entreprise rentable » et « éliminer les deux-tiers de déchets », est toujours présente. Mais les étudiants en lutte savent désormais que l'épreuve de force contre le pouvoir est engagée et qu'elle déborde de loin le combat purement réformiste entrepris jusqu'alors.

Il faut dire que les étudiants ont pour eux l'incroyable bêtise des hommes d'Etat. Tel Peyrefitte qui, le 6 mai, déclare que « si la police est intervenue, c'est pour protéger la grande masse des étudiants contre une poignée d'agitateurs ». Or, à ce même moment, la poignée regroupe dans la plus de 20 000 étudiants, déjà rejoints de nombreux jeunes travailleurs qu'évite la combativité d'étudiants dont ils se sentent spontanément solidaires.

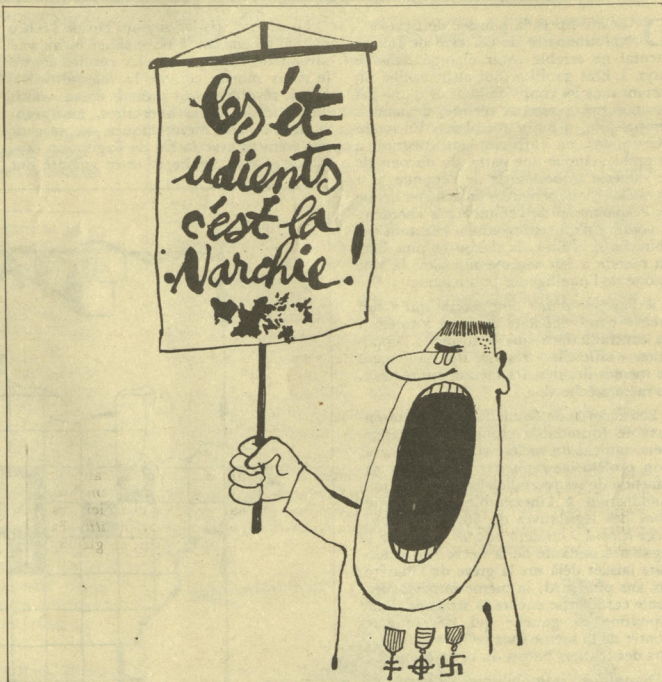
Tout va alors aller très vite : le 8, Peyrefitte annonce - sans doute une gaffe de plus - la possible réouverture de la Sorbonne, offre qu'il renie le lendemain. Le 9, c'est le premier contact officiel entre l'UNEF d'une part, et des délégations de la CGT

et de la CFDT d'autre part. Ceci est une étape importante, à analyser avec soin. Nous avons vu comment les directions du PCF (et de la CGT) avaient au départ tenté d'isoler le mouvement étudiant. Le 9, la « récupération » pointe déjà sous la plume de l'éditorialiste de *L'humanité* qui, sans aucun sens du ridicule ni pudeur d'aucune sorte, écrit « qu'enseignants, organisations des travailleurs et partis démocratiques ont, pour leur part, contribué puissamment par l'ampleur de leur protestation à isoler le gouvernement ». Ce retournement de la situation fait sans doute peur au pouvoir gaulliste, car il s'était jusqu'alors appuyé sur les stalinien pour frapper plus fort contre les étudiants. Mais, l'attitude du PCF, son orientation fondamentale en vue de la défaite prochaine du mouvement, vont bientôt rassurer les forces réactionnaires.

La suite des événements est connue : le 10 mai, seconde nuit des barricades (un commissaire de police dira au ministre de l'Intérieur, affolé : « Si vous voyez ça, c'est incroyable, c'est la Commune! »), puis l'occupation des facultés, la manifestation du 13 mai où les bureaucrates syndicaux sont relégués au second plan et enfin le « retour à la normale », Grenelle, les élections, l'amertume pour beaucoup de travailleurs et d'étudiants.

Dix ans plus tard, les leçons du mouvement sont importantes. Il faut, pour les tirer, cerner la réalité concrète des organisations implantées dans les milieux universitaires.

En premier lieu, l'UNEF, dont la direction est, depuis plusieurs années, politiquement liée au PSU. En mai, le Bureau National a souvent donné l'impression d'être désorienté par les événements, livré à toutes les manœuvres des politiciens œuvrant en son sein. Si bien qu'à la longue, on a pu voir s'opérer une contradiction entre la véritable nature de l'UNEF et l'immense point de ralliement qu'elle continuait d'être pour de nombreuses personnes (à ce niveau, ce qui se passait au SNE-Sup n'était pas vraiment différent). La stratégie de l'UNEF était on ne peut plus floue : Sauvageot déclarait au *Nouvel observateur* du 30 mai que l'heure était au gouvernement populaire, pas aux solutions parlementaires (ce qui ne l'empêchait pas de dire quelques lignes plus loin que Mendès-France, dont on se demande bien où se cachent les convictions antiparlementaires, pouvait apparaître comme une alternative), mais au moment de la trahison électorale, les réactions de l'UNEF furent bien timides (le PSU présentait des candidats dans toutes les circonscriptions : aucun rapport ?).



Le grand perdant du mouvement fut sans aucun doute l'UEC, dont environ un tiers des militants partira vers des groupes tels que l'UJCM, bientôt très implantée et dont le mot d'ordre est « Servir le peuple », ou encore les Jeunesses Communistes Révolutionnaires qui donneront naissance à la Ligue communiste. Mais l'UEC prendra vite sa revanche en conquérant, quelques années plus tard, les directions de l'UNEF et du SNE-Sup.

Mais, ce qu'il faut retenir principalement de la lutte étudiante en mai, c'est l'inefficacité totale de deux courants : le premier est celui de ceux qui entendaient ne profiter de la situation que pour renforcer leur propre groupe, cantonnés dans un pur esprit de chapelle qui ne pouvait que nuire aux perspectives révolutionnaires (telle la Fédération des Etudiants Révolutionnaire, liée à l'OCI « lambertiste » et qui refusa de se solidariser avec les étudiants des barricades du 10 mai) ; le second est celui de ceux que la méfiance (ou l'inconscience ?) conduisait, hélas, à refuser toute forme d'organisation au mouvement révolutionnaire.

Dans un cas comme dans l'autre, on ne pouvait aboutir qu'à un étouffement progressif des initiatives étudiantes. Mais cet étouffement viendra finalement du pouvoir et des partis politiques traditionnels qui accepteront avec joie la porte électorale ouverte par ce dernier.

Le gigantesque bouillonnement qui avait soulevé les étudiants (un cri sur les murs de la Sorbonne : « Déjà dix jours de bonheur! ») sera figé dans le moule de la politique étatique, les hommes politiques parlementariseront cette révolution. Un bon moyen de l'anéantir.

Dix ans après cette formidable explosion, où nous avions un moment eu l'impression de laisser le vieux monde derrière nous, il ne s'agit pas de tomber dans le défaitisme. Le débat sur les erreurs commises sur les acquis du mouvement étudiant est loin d'être clos (et il n'est pas ici question de critiquer seulement les positions marcusiennes ou au contraire ouvriéristes d'alors) : il n'appartient à personne d'y mettre un point final.

Quant à nous, anarchistes, notre contribution consiste à montrer combien, en mai, la capacité d'organisation à la base des étudiants fut forte et combien l'action politique et électorale des groupes de gauche (et d'extrême-gauche pour certains) lui fut nuisible.

Camarades qui aviez vécu 68 au cœur de la lutte et qui, en 78, avez peut-être placé vos espoirs dans une « solution électorale », nous voudrions vous dire : ce qui a fait faillite en 68, ce n'est pas le mouvement révolutionnaire, mais le mode de pensée qui consistait soit à dire que les étudiants pouvaient constituer une classe révolutionnaire montrant la voie à la classe ouvrière, soit à oublier, ce qui en est la conséquence, que c'est chez les travailleurs que tout se jouait. Les étudiants de 68 ont certainement contribué à l'émergence dans les luttes de thèmes (pas forcément nouveaux, nous sommes bien placés pour le savoir, mais cela n'enlève rien à leur valeur...) tels que l'organisation à la base, la démocratie et l'action directes, l'auto-gestion ; mais il reste évident que, pour déboucher efficacement sur la Révolution, c'était surtout dans les usines et les campagnes qu'ils se devaient d'être concrétisés. La lutte étudiante pouvait servir de détonateur - elle le fit, et avec quel brio - et à alimenter le débat, mais il était illusoire de penser qu'elle puisse être le moteur de l'action révolutionnaire, constructive d'une société libre. La Sorbonne et Nanterre étaient une étape, une base mais en aucune façon le terrain du combat final.

Laurent VRBICA



L'apprentissage de la réalité

« **A**LORS, on débrayel ». Tous les matins en arrivant au boulot, c'était ma question. Et invariablement la même réponse : « T'as pas de femme, ni de gosses à nourrir toi ». Pourtant, sur la table de la baraque de chantier, les gros titres des canards se faisaient agressifs *Nuits d'émeute au quartier latin* et en enfantin mes bleus, je pensais aux toles qui petit à petit se foutaient en grèves.

Déjà les horaires avaient baissés, de 60h par semaine on était descendu à 40h. Mais ce n'était pas les mecs qui s'étaient battu pour ça, c'était le singe qui commençait à craindre les repréailles des grévistes. Une première fois, ils sont arrivés à une dizaine, ils venaient de chez Niepce, une des tôles dans le bâtiment ou le syndicalisme était encore vigoureux avec des types qui concevaient cette conscience de classe; conscience qui faisait défaut à ceux de ma boîte. Pendant près d'une heure, il y eut une espèce d'assemblée générale dans un des halls du parc des expositions de la porte de Versailles. Les grévistes de chez Niepce essayant de convaincre les 150 ouvriers de ma boîte à débrayer. Vers les 5 heures on se sépara, rien n'avait été décidé, mais un commis de ville arriva le soir, faisant le tour des baraques de chantier; il nous déclara qu'afin d'éviter les problèmes de l'après-midi, nous étions tous contraints d'aller bosser à l'atelier qui se trouvait à Guyancour dans l'Oise. Il y aurait des cars de ramassage dès le lendemain matin.

C'était décidé, je me foutais en grève tout seul, et le soir même j'étais, a défaut de piquet de grève, au quartier latin déterrants les pavetons sans craindre les ampoules, car les mains, elles en avaient vu d'autres depuis l'âge de 14 ans que je m'ennuyais les bouts de bois. Avec qu'elle rage j'ai vécu ce premier soir de barricades! Mais lorsque plus tard il m'a fallu rentrer dans une de ces cités de béton où ma jeunesse avait fleuri, les choses ont changés. Sept bornes à faire à pince avec le risque de se faire coincer par les flics qui patrouillaient pour récupérer les derniers lanceurs de barnums. Et puis dans ma tête ça tournait sec, les questions se succédaient, sans réponses, à une vitesse vertigineuse. Car il faut le dire, révolté je l'étais, mais ma révolte était limitée à mon propre univers. Mon anarchisme se caractérisait uniquement par un slogan Ni dieu ni maître. D'analyses dialectiques dans une société globale, il n'en était pas question. Du révolutionnaire, je n'avais que la révolte, puisée surtout dans 7 années d'exploitation qu'on avait volé à ma jeunesse. Et surtout cette question obsédante, c'est que je désirais profondément que tout cela change, mais je n'avais pas la moindre idée de la manière dont cela pouvait se faire. J'étais vraiment persuadé que le grand soir arriverait comme d'autres croyaient en dieu.

Je prenais régulièrement des nouvelles de ma tole et je rattachais à chaque fois d'écoeurément: le boulot continuait, alors que maintenant c'était par millions que l'on comptait les grévistes. Je rentrais dans des rages intérieures quant à l'Odéon ou à la Sorbonne, j'entendais glorifier la classe ouvrière par ceux là même qui n'avaient jamais foutu les pieds dans une usine et je crevais de ne pas osier leur dire vous vous bercez d'illusions. Certes, il y avait bien des millions de mecs en grève, mais ma tole, elle continuait à ma chagriner. De plus ça magouillait sec du côté de la rue de Grenelle avec les crapules syndicales. Je sentais que ce ne serait pas les barricades qui changeraient le cours des choses, mais quelque chose de plus profond, enfin faute de mieux, j'y participais car si cela ne bouleversait pas la société, ça me soulageait les tripes. Je sentais aussi qu'il faudrait casser cette espèce de cordon ombilical qui relie l'homme à ses habitudes et à cette peur de la liberté, et puis combien ont du se poser la question: que faire pour passer de l'émeute à la révolution? Je percevais confusément que, à l'image de la société, je n'étais pas prêt lorsque les événements se sont produits. Je savais ce que je ne voulais pas, mais j'étais encore une fois, à l'image de beaucoup, incapable de fournir une proposition cohérente d'organisation.

Je commençais à me douter bien avant l'heure de voir cette société basculer. Même dans les manifs, derrière le drapeau noir, je sentais que ça s'enlisait. Et ma tête qui cognait toujours les mêmes questions: Comment faire pour que ça bascule vers l'anarchie, j'entendais glorifier la classe ouvrière par ceux là même qui n'avaient jamais foutu les pieds dans une usine et je crevais de ne pas osier leur dire vous vous bercez d'illusions. Certes, il y avait bien des millions de mecs en grève, mais ma tole, elle continuait à ma chagriner. De plus ça magouillait sec du côté de la rue de Grenelle avec les crapules syndicales. Je sentais que ce ne serait pas les barricades qui changeraient le cours des choses, mais quelque chose de plus profond, enfin faute de mieux, j'y participais car si cela ne bouleversait pas la société, ça me soulageait les tripes. Je sentais aussi qu'il faudrait casser cette espèce de cordon ombilical qui relie l'homme à ses habitudes et à cette peur de la liberté, et puis combien ont du se poser la question: que faire pour passer de l'émeute à la révolution? Je percevais confusément que, à l'image de la société, je n'étais pas prêt lorsque les événements se sont produits. Je savais ce que je ne voulais pas, mais j'étais encore une fois, à l'image de beaucoup, incapable de fournir une proposition cohérente d'organisation.

Enfin le discours de De Gaulle, la trouille dans la populace et l'essence qui revient d'un seul coup un grand week-end pour la pentecôte. Du côté du quartier latin, le mythe de la classe ouvrière pure et dure allait bientôt disparaître aux cris de *Elections, trahison*.

Puis ça a été la reprise du boulot, mon singe m'a convoqué, un nommé Maillot, le sourire du gagnant aux lèvres, il m'a déclaré que lui aussi quand il était jeune il était anar mais que ça partirait avec le temps, comme l'acné qu'il avait. Les accords de Grenelles par la-dessus comme un coup de poignard et les vacances qui approchaient, c'était bien fini.

On était passé à côté de la plaque, seulement j'avais appris une chose, et pas des moindres, la révolution sociale, ça se prépare, et pour moi, la lutte et les réflexions allaient commencer.

Jean-Claude D.

LA GRÈVE GÉNÉRALE ET L'OCCUPATION DES USINES

LA presse qui, il y a dix ans, rendit compte du formidable mouvement social qui se greffa sur la révolte des étudiants, est à la fois byrique et partielle, surtout superficielle, et les anciens combattants de mai 68 qui se sont recasés dans la société bourgeoise et qui profitent du dixième anniversaire pour remuer et monnayer leurs souvenirs à l'aide de livres « vie faits », ravivent leur mémoire à partir de textes de circonstances qui laissent enfouie dans l'histoire la partie la plus importante de l'iceberg. Et le plus important ne consiste pas, même si c'est nécessaire, de se contenter de rappeler les faits dans leur ordre chronologique, mais d'essayer de comprendre et par conséquent de tirer les enseignements d'un mouvement considérable qui, à Grenelle, s'éteignit, étouffé par la bureaucratie syndicale.

En mai 68, la situation dans les entreprises était normale, c'est-à-dire que les luttes ne dépassaient pas l'agitation traditionnelle suscitée par les revendications de salaire dans le cadre du régime, et cette situation découlait d'une prospérité économique incontestable qui obligeait les patrons à lâcher du lest. Seuls les bas salaires dans la province et dans les industries en perte de vitesse donnaient de l'inquiétude aux organisations syndicales. Entendons-nous, je ne dis pas que la situation était euphorique, mais qu'elle ne portait pas en elle ce levain de révolte que nous connaissons par la suite. La dernière grande grève des mineurs remontait à 1963 et, depuis, seule une grève générale de 24 heures en 1964 avait réuni tous les syndicats. Bien sûr le plan de redressement de Giscard d'Estaing (déjà) soulevait la colère des appareils syndicaux et permettait à l'agitation syndicaliste révolutionnaire de se nourrir, mais les « masses », malgré ce que prétendait la presse spécialisée de l'époque, n'étaient pas véritablement en condition de lancer un de ces grands mouvements qui laissent une trace dans l'histoire. L'agitation des étudiants va changer cet état d'esprit.

La révolte de l'Université avait été accueillie de façon mitigée dans les entreprises. On souriait, on haussait les épaules avec, à la fois, de l'indulgence, de l'étonnement et de l'inquiétude. Je me souviens de ces militants syndicaux chevronnés de mon organisation, sans nouvelles de leur progéniture, et qui me demandaient inquiets si je les avais trouvés à la Sorbonne ou dans les manifs auxquelles je participais bien entendu. Par contre, les jeunes ouvriers suivaient avec passion toute cette agitation de la jeunesse. Même si au début du mois de mai il y avait eu des grèves sporadiques, en particulier en Bretagne, c'est la manifestation du 13 mai qui déclencha les grèves avec occupation des usines.

Contrairement à la Confédération, l'Union départementale Force Ouvrière de la Seine, qui comptait des militants de la F.A. dans ses rangs, avait décidé de participer au grand défilé organisé par les organisations syndicales. Des pourparlers furent engagés et, finalement, la Fédération anarchiste décida de manifester avec Force Ouvrière. Les hasards de la géographie

parisienne font que le siège de Force Ouvrière est à deux pas de la place de la République, sur le parcours que devait emprunter le cortège, et, tout naturellement, nous nous trouvâmes placés à la tête de l'immense défilé ou les cocos et un certain nombre d'étudiants essayèrent, sans succès, de nous déloger puis de nous encadrer. Et c'est ainsi qu'après quelques propos désagréables de part et d'autre le cortège s'ébranla ayant à sa tête les banderoles de Force Ouvrière, les drapeaux noirs de la Fédération Anarchiste et ceux de la CNT espagnole en exil, ce qui fit grincer beaucoup de dents et couler beaucoup d'encre. Je crois que les « petits intellectuels » qui jouaient alors à l'anarchie, et qui sont devenus aujourd'hui reconvertis dans l'édition, dans le journalisme ou autre part, ne nous l'ont pas encore pardonné, et c'est ce qui explique qu'ont fait un pieux silence sur le rôle que jouèrent alors les syndicalistes révolutionnaires et les anarchistes de la Fédération.

(suite page 8)



GAUCHE — EXTRÊME GAUCHE

« Toute la nuit, dans les divers quartiers de Paris où se transporterait l'émeute, on retrouvera ces voyous douteux, cette pègre organisée dont la présence salit ceux qui l'acceptent et plus encore ceux qui la sollicitent ». *Humanité-Dimanche* (26/5/68)

Au début, surprise, la gauche ne comprendra rien au développement des événements. Ce n'est que lorsque la population laborieuse, celle des usines et des bureaux, débayera en paralysant totalement l'économie du pays qu'elle se ressaisira en optant pour des négociations rapides afin de désamorcer une situation dangereuse dont le contrôle lui échappait. S'il est de bon ton de stigmatiser le pouvoir en place, n'oublions pas le rôle que jouèrent les forces de gauche pour briser le mouvement. Les prises de position du PC, l'attitude de la CGT et ses contacts alors secrets avec le gouvernement commissionnant Chirac, confirment et banalisent à l'évidence nos propos.

Durant les quelques jours où, aux yeux de tous, la situation paraissait des plus floues et absolument incontrôlable, gageons qu'un Lénine aurait quant à lui choisi l'aventure. Mais la vie parlementaire choisie par le parti de l'ordre s'oppose à l'action révolutionnaire. Le légalisme qui caractérise de nos jours l'action des communistes français trouve sa justification inavouée mais véritable dans l'alignement de sa stratégie à la politique diplomatique de l'URSS. Etant entendu que si autrefois, avant Yalta, l'Union soviétique pouvait entretenir en Europe une agitation extra-parlementaire, aujourd'hui, compte-tenu des données qui régissent l'équilibre mondial, celle-ci ne peut

dicats - de remettre sur les rails de la « raison » un mouvement qui échappait pour l'heure à l'ordre établi. Nécessité pour les tenants du pouvoir qui n'entendaient pas se payer le luxe d'une crise de régime, nécessité pour les possédants de remettre en route la machine industrielle et le profit attendant, nécessité enfin pour la gauche et les syndicats d'apparaître comme les interlocuteurs responsables et les représentants d'une alternative politique crédible. N'oublions pas les quolibets qui ponctuèrent le discours de Séguéy à Renault-Billancourt lorsque celui-ci vint exposer le résultat des accords de Grenelle...

Parmi les partis de gauche, seul le PSU cherchera à jouer un rôle actif durant les événements. Politique opportuniste certes, mais qui sera payante par la suite. Son action avant 1968 se traduira par un travail d'influence auprès des étudiants à travers la prise en main de la direction de l'UNEF. Celle-ci d'ailleurs sera la cible de nombreuses sollicitations de la part de tous les partis de gauche et d'extrême-gauche. Après 68, le PSU jettera sa gourme et son entrisme sur la CFDT et réussira à donner à ces deux organisations une image attractive auprès de la jeunesse. Structure d'accueil pour la jeunesse, le PSU, en définitive, servira à ses dirigeants, désireux de faire carrière, d'antichambre au PS, tout comme certaines organisations du type Jeunesses Com-

l'évolution interne la poussera vers le trotskisme pour devenir, de nos jours, la Ligue Communiste Révolutionnaire. En 1968, les JCR développeront leur propagande, prônant en particulier les comités de grève et comités d'action, la nationalisation des grandes sociétés et le contrôle ouvrier, autant de thèmes qu'on leur reconnaît aujourd'hui.

Parmi les autres succédanés de ce courant marxiste, nous retrouverons les lambertistes dont les jeunesses formeront en 1968 la FER (Fédérations des Etudiants Révolutionnaires) succédant à l'ex-CLER (Comité de Liaison des Etudiants Révolutionnaires). Celle-ci également jouera un rôle certain dans le développement de l'action étudiante, en province notamment. Enfin, dernier frère ennemi du trotskisme, les pablistes, regroupés au sein de Lutte Ouvrière dont l'influence à l'époque restera très faible.

Dans la même mouvance groupusculaire, d'autres mini-organisations marxistes - telles les maoïstes - ne joueront qu'un rôle très marginal quoique spectaculaire, ce qui leur vaudra la dissolution de leur organisation. On a beau jeu, dans certains milieux, de railler le mouvement anarchiste et ses divisions apparentes. Organiquement elles restent de loin moins nombreuses que celles constatables auprès de cette myriade d'organisations marxistes et socialistes.

Les idées de mai, fortes d'une potentialité libertaire évidente, n'ont pas débouché directement sur le renforcement mi-

liant du mouvement anarchiste qui, il faut bien le dire, n'était pas en mesure d'assumer les efforts qu'exigeait la situation. Là où il agissait, un militant de la FA - quand il y en avait un - il en aurait fallu dix, vingt fois plus. Il fallait combler le vide et notre mouvement n'en avait pas les moyens. L'extrême-gauche s'y est engouffrée, nous supplantant sans résistance sérieuse. Ainsi il en fut des comités d'action, de quartier qui surgirent et dans lesquels, nonobstant l'allure spontanée et libre des discussions et des actions proposées en assemblées générales, folklore qui abusera plus d'un « anarchiste spontanéiste », on reniflait les éléments d'un puzzle qui s'élaborerait et dépassait le cadre étiqué de l'action locale proprement dite. Ainsi également du Secours Rouge qui, comme les comités Vietnam, comités FLN, etc., auront la même fonction de recrutement pour les organisations qui en tiraient les ficelles, c'est-à-dire principalement les trotskistes.

En définitive, si pour nous mai 68 n'est pas à proprement parler un échec pour le mouvement anarchiste, compte-tenu des handicaps que celui-ci possédait, ces événements n'ont pas rendu tout le jus que l'on pouvait espérer recueillir. Par contre, l'extrême-gauche en fut la grande bénéficiaire. Des années auparavant, elle sut mettre en place des structures et former des militants aptes à faire face à la situation. Et l'histoire sut lui donner raison...

Roland BOSDEVEIX

LA GRÈVE GÉNÉRALE ET L'OCCUPATION DES USINES

(suite de la page 7)

On connaît le processus de développement de la grève avec occupation des usines. Tout parti de Sud-Aviation, aux environs de Nantes où, là encore, les trotskistes, les anarchistes et les syndicalistes révolutionnaires de la section FO jouèrent un rôle capital. Puis ce fut Cleon, Flins, Billancourt, et enfin tout le reste suivit. Huit millions de grévistes! Même en 1936 nous n'avions pas connu un mouvement de cette ampleur. Mais l'esprit de 1936 était absent de cette gigantesque grève générale. L'agitation qui, dans les usines, amena les syndicats à décréter la grève de 24 heures et la manifestation du 13 mai, était incontestablement due, pour une part, à la turbulence d'une jeunesse ouvrière qui risquait de tout emporter. Mais il y avait également un autre calcul de la part des états-majors syndicaux, celui de profiter de l'embarras où se trouvait le gouvernement pour arracher quelques unes des revendications les plus essentielles. D'abord, la bureaucratie syndicale crut qu'une grève de 24 heures et une manifestation importante suffiraient à amener les patrons et le premier de tout l'Etat à la raison, mais poussée par les jeunes ouvriers soutenus par des ouvriers inorganisés qui n'avaient aucun respect pour la discipline des organisations, la CGT dut céder.

Ce fut une grève étrange par bien des côtés, une grève en marge de l'agitation des étudiants, un mouvement général d'où les motifs différaient profondément. Les étudiants, à travers une espèce de socialisme libertaire sans structure économique autre que le marxisme, voulaient changer la vie. Les travailleurs, eux, voulaient, à travers ces remous, améliorer leurs conditions d'existence sans toucher aux us et coutumes qui formaient le fond des rapports moraux entre les familles et leurs enfants, entre les familles et l'Etat, entre les familles et les structures économiques. Ceux-là, ils étaient tous semblables à ces diables qui viennent, une fois de plus, de bien voter... et d'ailleurs, peu de temps après, ils voteront aussi bien sûr! Les syndicats voulaient contrôler un mouvement qui risquait de leur échapper. Les politiciens, empressés de profiter de l'occasion, se ruèrent sur le pouvoir. Ce fut une mémorable journée des dupes. Seuls les jeunes

ouvriers furent conscients de la gravité du moment. Eux, ils voulaient faire la révolution sociale. Ils entendaient emprunter aux étudiants l'utopie libertaire, aux ouvriers la structure gestionnaire du mouvement ouvrier. Ils étaient hors du temps, qui restait le temps des mots alors qu'il aurait fallu faire des choses!

Dans un remarquable article du Monde Libertaire de juillet 1968, un ouvrier nous explique quel était le climat qui régnait dans les entreprises. Comme toujours, après un instant de flottement, grâce à son poids organisationnel, la CGT reprit le mouvement en main. Ce furent les grilles fermées devant les étudiants qui apportèrent leur chaleur de cœur. Ce furent les manifestations syndicales sans les organisations de la jeunesse, malgré une tentative de l'Union départementale Force Ouvrière qui échoua devant la bêtise et le sectarisme de la CGT et l'incroyable fatuité des chefs-faillants de la révolte étudiante, dont la plupart sont aujourd'hui rentrés dans l'ombre, et qui croyaient alors être sortis de la cuisse de Jupiter. Vous connaissez la suite. Les étudiants manifesteront seuls à Charléty, les cocos avec la petite monnaie de la CFDT, seuls de la République à la Madeleine, et De Gaulle et Malraux rassembleront un million de Français, bien de chez nous, sur les Champs-Élysées. La fête était finie.

Qu'a-t-il manqué à ces journées de mai et de juin pour être un tournant de l'histoire ? Un chef, un parti, des moyens ? Allons donc! Ce qu'il a manqué aux uns et aux autres qui furent alors une effroyable confusion des genres entre toutes les théories socialistes, ce sont quelques idées claires et une compréhension de ce qui était possible et de ce qui ne l'était pas... encore! Une volonté de regarder les hommes autrement qu'à travers des mythes légués par l'histoire. Le « non » à Séguéy fut le dernier sursaut d'une classe ouvrière petite-bourgeoise, qui ne le savait pas parce que personne n'avait le courage de lui dire, parce que tout le monde avait intérêt qu'elle reste une classe ouvrière petite-bourgeoise, de façon à ne pas faire d'ombre sur une classe politique et syndicale pour laquelle la révolution socialiste n'était qu'une clause de style.

Alfred LIRON



plus se permettre de modifier l'équilibre européen actuel autrement qu'en laissant ses partis frères agir selon un processus classique de prise de pouvoir par les élections.

Pour la gauche, les communistes en tête, l'attitude du moment leur commandait de faire respecter l'ordre et la légalité tout en récupérant politiquement les grandes aspirations de mécontentement qui venaient de surgir. Pour cela, elle disposera d'une structure bien rodée : les syndicats.

Eux aussi prendront le train en marche. Et à leurs permanents de soupiner d'aise lorsque le gouvernement prendra l'initiative de la réunion de la rue de Grenelle. Entés dans leurs petits problèmes revendicatifs au jour le jour, incapables de posséder une vision claire de la transformation sociale, ou/et paralysés par leur complicité avec les partis de gauche, les responsables syndicaux ne saisiront qu'après-coup le vent de panique passé, les motifs réels de cet immense ras-le-bol qui les a momentanément débordés.

Après maintes hésitations côté gouvernement (échec des négociations avec les étudiants puis paralysie économique du pays), après un débordement spontané des appareils de la gauche, tous les facteurs objectifs de dérapage se trouvaient réunis pour que les aéroplanes politiques et tous les notables/responsables du système social acceptent l'opportunité d'une négociation d'ensemble. Montagne qui accouchera d'une souris. Nul doute possible : il s'agissait alors pour tous - gouvernement, patronat, syn-

ministes révolutionnaires, créées à l'initiative de transfuges communistes, serviront de passerelles à l'adhésion future d'un certain nombre de leurs militants issus de 68 au PC.

En fait, on assista en 1968 à la déliquescence des organisations de jeunesse des partis de la gauche traditionnelle et à la montée d'organisations nouvelles dites d'extrême-gauche. L'UNEF a perdu l'influence qui la caractérisait lors de la guerre d'Algérie. Même si l'on retrouve celle-ci comme partie prenante dans les événements, cela tiendra davantage à la représentativité supposée que lui donneront les pouvoirs publics comme interlocuteur valable, plutôt qu'à une attractivité réelle auprès de la population étudiante. L'UEC, quant à elle, brillera par son inexistence. Démontrant l'action gauchiste à l'université, elle ne disposera d'aucune influence sérieuse, voire servira de repoussoir. Nombre de ses militants la quitteront pour former les groupes d'extrême-gauche. Sans originalité, à la solde du PC, comme lui elle tentera, sans grand succès d'ailleurs, de récupérer le mouvement après les premières grandes manifestations.

Il faut bien admettre que les prises de position du PC, notamment par les voix de Marchais et de W. Rochet, n'ont rien fait pour motiver un quelconque attrait auprès de leurs organisations de jeunesse. Nombre de leurs membres, déjà en 1966, quitteront l'UEC pour former les JCR (Jeunesses Communistes Révolutionnaires) dont

Fédération Anarchiste

33^e CONGRÈS

(suite de la page 1)

l'échec. Le nombre croissant de fermetures d'usines, la hausse des prix, entrent bien dans le cadre de cet état de fait. Le parlementarisme, dans lequel les ouvriers ont mis tous leurs espoirs de résolution de la crise économique et leur volonté de « changement », ne pouvait pas et ne pourra jamais apporter de réelles transformations économiques et politiques. Les dernières élections législatives ont une fois de plus apporté la preuve qu'une solution véritable à cette crise ne peut se faire sans la suppression définitive des structures de classes qui en sont la cause. C'est pourquoi la Fédération anarchiste s'est refusée et se refusera de tomber dans l'écueil du suivisme de tous ces « grands » partis, comme l'ont fait toutes les organisations d'extrême-gauche. Au contraire, nous continuerons à proposer à côté, en dehors de cette politique réformiste, les véritables solutions révolutionnaires nécessaires à une transformation de société qui passe par la réorganisation de la vie sur des bases fédéralistes et libertaires.

Pour ce faire, les militants, dans leur combat quotidien, créent sur leur lieu de travail des liaisons professionnelles qui s'efforcent de sortir la lutte revendicative des travailleurs du cadre restreint proposé par toutes les centrales syndicales. Que cela soit par l'intermédiaire de ces cercles d'entreprises ou les sections syndicales, les anarchistes, au même titre que leurs compagnons de travail, sont mêlés chaque jour à des combats qui, à travers des revendications quotidiennes, tentent d'employer de nouveaux moyens de pression sur le patronat, tels l'action directe ou la grève gestionnaire. La Fédération anarchiste ne se donne pas une seule voie pour entreprendre cette démarche. Il appartient aux travailleurs de déterminer eux-mêmes le type d'organisation le plus favorable pour atteindre les buts qu'ils se sont fixés. La création de nouveaux cercles d'entreprise et le développement des liaisons professionnelles montrent la réelle insertion sociale de la Fédération.

L'ouverture de plus en plus grande de nos groupes sur la vie des quartiers, de la ville, etc. a fait que les débats ont porté sur l'analyse de la propagande menée contre le fichage, le Mundial, la répression, etc. Le congrès a donc déterminé sa volonté de poursuivre ces campagnes où seuls les anarchistes ont su leur donner ce caractère radical qui peut les faire aboutir sans les enfermer, comme beaucoup l'ont fait, dans un cadre réformiste permettant au régime de les digérer et de mieux les intégrer. L'entrée du mouvement écologiste dans le jeu parlementaire est à cet égard très révélateur.

Malgré le silence de la presse bourgeoise et celui des médias soi-disant libres et objectifs, l'Internationale des Fédérations Anarchistes a tenu son congrès dont vous avez pu lire un compte-rendu dans *Le Monde Libertaire*. De la 1^{re} Internationale à l'IFA, les anarchistes ont toujours su faire jouer cet esprit de solidarité qui caractérise le mouvement ouvrier radicalisé. Cette solidarité se manifestera d'ailleurs prochainement à travers un meeting-gala, le 16 juin prochain. Il est en effet nécessaire qu'une lutte s'engage pour rompre le silence scandaleux qui entoure la répression que subissent partout dans le monde de nombreux camarades, et qui protège toutes ces dictatures, sud-américaines et autres, se cachant même parfois derrière le masque de la social-démocratie. L'accent a donc été mis sur l'aspect internationaliste de notre mouvement.

Ce congrès fut également l'occasion de dresser un bilan autour de notre journal *Le Monde Libertaire Hebdomadaire*, huit mois après son lancement. Sans être spécialiste en la matière, chacun connaît aujourd'hui les difficultés dans lesquelles la presse, dans son ensemble, se débat, difficultés croissantes quand il s'agit de ces journaux qui, comme le nôtre, ne bénéficient d'aucune subvention particulière, si ce n'est l'appui de leurs lecteurs, et dont la mise en vente ne jouit pas des mêmes faveurs que la « grande » presse. Mal-

France - Inter

Ecoutez la ressemblance

Sur la foi de sondages laissant entendre que l'audience de notre radio nationale était en baisse, un réaménagement de la grille des programmes de *France-Inter* est en cours. Anne Gaillard renvoyée dans ses foyers, Pierre Bouteiller relégué en nocturne et José Artur facilitant la digestion entre 14 et 15 h, le dépoussiérage prend en fait des allures de grand nettoyage de printemps. Quand on veut faire le ménage, rien de tel que le « coup de balai » !

Bien sûr, les mauvais esprits ne manquent pas de s'interroger sur la « partialité » de ce coup de balai. Comme ceux qui subissent les foudres de Pierre Wiehn se trouvent être, par un hasard étrange un tantinet différents des animateurs insipides qui hantent les ondes radiophoniques, il est permis de se demander si ce réaménagement ne cache pas en réalité une certaine volonté de bannir ou de museler ceux qui ne le sont pas encore.

Bien entendu il ne s'agit nullement de cela !

Ce n'est pas la défense du consommateur que l'on vise en chassant Anne Gaillard, c'est seulement sa manière « agressive » de concevoir le débat. Ce n'est pas non plus l'insolence subtile de Pierre Bouteiller que l'on cherche à étouffer en lui faisant l'aumône d'une tranche horaire à faible écoute ; bien au contraire, les auditeurs nocturnes seront mieux à même d'apprécier ainsi une certaine ironie qui consiste par exemple à passer *Franco la muerte* de Ferré le jour de la mort de Franco.

gré cela, *Le Monde Libertaire Hebdomadaire* va bien, ce qui ne doit pas réjouir un certain nombre de petits chacals que seule la mort des autres fait vivre. Oui, *Le Monde Libertaire Hebdomadaire* va bien, et cela grâce à l'appui de ses nombreux lecteurs et sympathisants. Il ne s'agit pas pour autant de crier gloire et de s'endormir sur des lauriers pouvant se ternir à tout moment. Une conjoncture économique défavorable (hausse importante du prix du papier, du coût de l'impression, etc.), des interdictions de parution toujours possibles, mettraient sans nul doute notre journal en difficulté.

Les participants au congrès se sont donnés pour objectif le 12 pages hebdomadaires afin de renforcer son audience et de maintenir la place du *Monde Libertaire* parmi les tout premiers hebdomadaires politiques en France. Objectif ambitieux, mais que nous atteignons, avec votre soutien, en continuant à travailler chaque jour, dans la rue, dans l'entreprise, pour faire connaître à tous *Le Monde Libertaire* et par conséquent les propositions économiques, sociales, culturelles du mouvement anarchiste.

Les militants se sont proposés, pour cette année, en vue d'un 12 pages régulier, la parution mensuelle d'un supplément de 4 pages (dossiers, articles théoriques, interview, etc.) qui servira, dans un premier temps, à accroître son audience.

SECRETARIAT AUX
RELATIONS EXTERIEURES

Bref, on cherche seulement à adapter les émissions au public et, à n'en pas douter, quelques gentils animateurs aux idées mieux encrassées contribueront à coup sûr à faire remonter l'indice d'écoute. Depuis l'empire Romain, le pouvoir n'a guère innové dans la manière de flatter le populo : qu'on lui donne du pain et des jeux ! C'est une vieille tactique qui a fait ses preuves. En caressant dans le sens du poil, on est sûr d'avoir une écoute maximale.

ment neutralisateur de toute velléité critique.

A l'heure où les radios libres tentent un peu partout en France et ailleurs de forcer le blocus du monopole, la présente mise au pas de *France-Inter* est un élément de plus à verser au dossier déjà lourd de l'infamie du monopole. Ce monopole que l'opposition de gauche défend elle aussi avec l'arrière-pensée de s'en servir un jour à son profit est vraiment un monstre à abattre. Bien évidemment, la



Entre la radio d'Etat et les postes périphériques, la différence va être de plus en plus difficile à saisir. Les animateurs de l'une comprennent peu à peu qu'il est dangereux pour leur carrière de ne pas prendre leurs auditeurs pour des veaux ou de se révéler critiques à l'égard du gouvernement en place. Les animateurs des autres ont déjà compris qu'il leur était impossible de contester le système du profit qui les nourrit de sa publicité. Les uns et les autres vont se ressembler chaque jour davantage par leur servilité et leur insignifiance.

Madame la mère Gaillard (dixit Coluche), Bouteiller et Artur ne ressemblent pourtant en rien à des professionnels de la contestation. Tout au plus leurs émissions étaient elles parsemées de petites touches d'esprit d'indépendance et d'intelligence. C'en était encore trop pour notre radio d'Etat, titulaire du monopole de l'expression radiophonique. Le totalitarisme inhérent à tout ce qui touche à l'Etat ne se satisfait que de l'uniformité, du niveau-

libéralisation des ondes présente le risque de voir le capital mettre ses grosses pattes sur les radios privées mais comme dit l'autre, entre deux maux on peut être tenté de choisir le moindre. Si les chaînes privées US arrivent à retransmettre des informations dans le style Watergate ou massacres de My-Lai, on n'a jamais vu les médias de l'URSS parler et laisser s'exprimer les dissidents.

Et puis, les révolutionnaires que nous sommes n'ont pas à craindre outre mesure la concurrence du capital. Si nous créons des radios où soufflera enfin le vent de la liberté d'expression, ces radios auront un public et il aura toutes les chances d'aller en s'accroissant.

Si aujourd'hui *France-Inter* égale les postes périphériques sur le plan de l'insipidité, demain, quand le monopole aura été mis bas, les radios libres où les anarchistes seront sans nul doute parties prenantes, permettront vraiment d'écouter la différence.

Jean-Marc RAYNAUD

LA VOIX DE SON PROPHETE

« Vous écoutez Vie abondante l'émission qui vous apporte la bonne nouvelle de Jesus-Christ notre Seigneur... ». C'est comme ça pendant dix minutes quelques instants après la fin des émissions d'Europe 1, exactement sur la même longueur d'onde. Mieux, cette « radio » qui a son adresse fixe à Vichy (tiens, tiens!) diffuse très clairement ses émissions. Cela signifie que probablement elle possède un matériel pas dégueulasse. Sans doute le petit Jesus a-t-il multiplié les sous pour permettre son achat. Diffuser quoi ? Des chansons... religieuses, un sermon et des témoignages - sans références - de gens qui ont écrit leur joie d'être guéris rien qu'en écoutant les 10 minutes d'émission de la semaine passée. « Posez vos mains sur la partie de votre corps malade, je vais prier pour vous et vous guéris. Surtout n'hésitez pas à nous écrire, à Vie abondante. BP... pour nous faire part de votre guérison » qu'il dit le monsieur au micro. C'est comme ça tous les jours vers 1 h du matin. Renversant, non ? Le bon Dieu est matinal en tous cas !

Une question : cette radio a son adresse fixe, stable, rivetée à Vichy. C'est curieux qu'elle soit reconnue car il y a un monopole de radiodiffusion menacé quelque part. Et si procès il y a contre ce poste, ça ne se sait pas beaucoup ! Je voudrai bien avoir quelques lumières là-dessus ! Dieu éclaire-moi, SVP !

MIGUEL

le monde libertaire
N°1
DU BALAI REC EVOLUTIF
ENTRETEN AVEC LES LIP
LE MONDE LIBERTAIRE HEBDOMADAIRE
A DOUZE PAGES
UN OBJECTIF POUR TOUS NOS GROUPES

CENTRALISME CONTRE FÉDÉRALISME EN R.F.A.

La revue des questions allemandes *Documents* publie le texte d'un exposé fait à Stuttgart en novembre 1977, devant des journalistes français par Eduard Adorno, ministre chargé des affaires fédérales du gouvernement de Bade Württemberg. Adorno traite de la question de la répartition des compétences entre la République fédérale (le Bund) et les 10 provinces fédérées (les Länder). Or le Bund a les dents longues et procède de plus en plus à des transferts de compétences à son profit, donc au détriment des Länder. Depuis 49 la constitution fédérale a subi 34 modifications, dont 29 au détriment des Länder : « Nous avons atteint un stade tel qu'aucun nouveau transfert ne saurait se faire sans remettre en question notre ordre fédéral ».

Un des objectifs du Bund serait d'enlever aux Länder leur autonomie en matière d'enseignement et de créer un système scolaire unifié, centralisé. Un second objectif serait de retirer aux Länder leur compétence pour les services de police. Les attentats terroristes servent de prétexte à ce transfert de compétence au Bund. Ainsi la sécurité intérieure ne serait plus du ressort du fédéralisme et la police serait unifiée et deviendrait police de l'Etat. Adorno proteste contre ces deux tentatives de centralisation.

En 1969, la Loi fondamentale a défini des tâches communes aux Bund et aux Länder, mais en limitant les responsabilités et la liberté d'action des Länder. On est arrivé à compliquer ce qui était simple : « il existe actuellement 239 commissions dont le travail est d'assumer au niveau administratif des tâches communes existant déjà ou prévues ». Triomphe de la bureaucratie !

Au point de vue financier, les Länder sont sous la dépendance du Bund et leur autonomie est dangereusement menacée : ils réclament une participation plus importante aux revenus provenant de la TVA. La répartition était avant 1977 de 69% pour le Bund et 31% pour les Länder. Le Bund exigeait une forte augmentation de sa part : la résistance des Länder leur a permis d'obtenir le statu quo pour 1977 et d'arracher 1,5% de plus pour 78. Mais que réserve l'avenir ?

Il y a menaces de conflit entre le parlement fédéral (Bundestag) et le conseil fédéral (Bundesrat) qui présentent des rapports majoritaires différents. En théorie le Bundesrat « défend aussi bien les intérêts politiques du Bund que les intérêts politiques des Länder vis à vis de l'Etat... Il est un organe de contrôle et d'équilibre du pouvoir ». On l'accuse de faire abstraction du travail du Bundestag et c'est toute la notion des fonctions du Bundesrat qui est ainsi remise en question.

En dépit de toutes ces attaques contre le fédéralisme, Adorno reste optimiste et « a confiance dans ce système pour résoudre les graves problèmes de l'avenir ».

Quelles conclusions pouvons nous tirer de l'exposé d'Adorno ? Il est évident que le fédéralisme de la RFA - comme celui des USA - n'est qu'une solution bâtarde, un compromis entre l'Etat centraliste et le véritable fédéralisme (économique et politique) préconisé par Proudhon et par les libertaires. Dès qu'on laisse subsister l'Etat en lui conférant certains pouvoirs, il n'a qu'un désir : conquérir de nouveaux pouvoirs, car, de par sa nature, l'Etat est dévorateur et tentaculaire. Le centralisme tend à supprimer les prérogatives fédérales, à tout unifier à son profit. Ce phénomène a été observé aux USA à une échelle plus réduite que dans la RFA, où le Bund centraliste met les bouchées doubles. Si on ne supprime pas l'Etat traditionnel en le réduisant à de simples fonctions d'information et de coordination strictement limitées, aucun fédéralisme n'est possible : l'évolution de la RFA ne peut que renforcer notre conviction.

Jean BARRUÉ

SEMAINE DE PRÉSENCE LIBERTAIRE AU PORTUGAL

Du dimanche 2 au samedi 8 juillet 1978, une semaine de présence libertaire aura lieu à Lisbonne et alentours.

Au programme de cette « semaine » sont prévus des débats (art, littérature fantastique, anarchisme, marginalisme, délinquance, prisons, syndicalisme, etc.), des projections de films, du théâtre, diverses expositions, de la musique ainsi qu'une foire aux livres.

Venez nombreux en cette semaine de juillet encourager nos camarades portugais.

S.R.I.

Journées libertaires d'Andalousie

Dans notre numéro 267 du 4 mai, nous annonçons la tenue des journées libertaires d'Andalousie, prévues du 25 au 28 mai 1978 à Séville.

Nos camarades espagnols nous font savoir que ces journées ne pourront se tenir aux dates prévues. La réalisation de ces journées ne pouvant se faire avant le mois d'octobre prochain, ils nous demandent de faire connaître leur décision à nos lecteurs, ce qui est fait.

S.R.I.

Informations internationales

hollande

DE NOTRE CORRESPONDANT LA HAYE - Depuis quatre semaines des ouvriers occupaient les entreprises de fer forgé KNG, à Zoeterwoude. Une revendication essentielle était le départ du directeur Schut, un incapable. Mais une partie des ouvriers, devant la faillite de l'entreprise, était décidée à une occupation autogestionnaire. Finalement, le 2 mai, l'occupation a cessé. On a bien licencié le directeur Schut (victoire partielle), mais l'entreprise est déclarée en faillite et si on trouve de nouveaux entrepreneurs, ce sera au prix de pas mal de licenciements. On a commencé dès le 2 mai à négocier sur le nombre des places à maintenir.

Comme le 30 avril - date de l'anniversaire de la reine - était un dimanche, les festivités dudit anniversaire ont eu lieu le 1^{er} mai. Ce 1^{er} mai a été marqué par la diffusion du numéro spécial du journal de la fédération socialiste libertaire et des tracts édités par les divers groupes. Le rassemblement annuel de la Pentecôte, à Appelscha, étudiera la formation de fédérations régionales, ce qui rendra plus faciles les contacts des délégués des groupes au niveau des groupes d'action (syndicalisme, journal, antiparlementarisme, solidarité internationale).

Pour faire fermer les cliniques d'avortement, le gouvernement préfère aux interventions policières les pressions fiscales. Depuis dix ans ces cliniques réclament le statut d'instituts sanitaires, ce qui entraîne des exonérations fiscales. En attendant une réponse favorable, des délais de paiement avaient été consentis. Mais maintenant le mi-

nistre des finances - un catholique - fait imposer le paiement de tous les impôts en retard. Ceci entraînerait la faillite des cliniques, le recours à la clandestinité... ou le triomphe de la « sélection chrétienne ».

Nous avons déjà exposé le cas d'un de nos camarades, employé à la maison d'aliénés « Endegeest », près de Leyde qui, à la date du 5 mai, était depuis près de deux mois en prison préventive. Appel avait été fait contre cette détention qui n'est pas justifiée en raison du peu de gravité des faits : à moins, sans doute, que le fait d'être anarchiste soit une circonstance aggravante. Les camarades de la Fédération sont décidés à donner à cette affaire toute la publicité utile - y compris sur la gestion déplorable d'Endegeest - pour que cesse ce scandale.

Le ML du 27 avril a signalé l'arrestation des camarades italiens Leggio et Bonanno, coupables d'avoir édité la vieille brochure de Johann Most : *La peste religieuse*. Bonanno est connu aux Pays-Bas et nos camarades ont aussitôt alerté l'organisation athée « De vrije Gedachte » pour qu'elle teste et soutienne nos camarades.

allemande

ELECTIONS DES CONSEILLERS D'ENTREPRISES - Dans le ML du 20 avril, nous avons signalé que chez Opel (Bochum) l'opposition syndicaliste présentait une liste « pour les revendications du personnel », à l'occasion des élections de mai. A la suite de nombreuses tractations, d'alliances conclues puis rompues, il y a finalement six listes en présence. Outre la liste d'opposition (n°5) il y a une liste des ouvriers

chrétiens-démocrates, la liste officielle du syndicat IG-Metall, une liste « d'alternative pour les intérêts des travailleurs », une « liste de la base », une liste des travailleurs immigrés turcs. Seule la liste n°5 se présente avec un programme précis en face de listes liées à des partis politiques ou soutenant des intérêts personnels.

Les élections ont eu lieu chez Daimler-Benz (Unterturkheim). Dans le collège ouvrier, la liste dite « liste de gauche », en opposition au syndicat IG-Metall a recueilli 27% des voix (8 mandats, trois de plus qu'il y a trois ans). La liste de l'IG-Metall avec 65% des voix a 19 mandats (perte de trois mandats). Des réclamations ont été formulées en raison de certaines irrégularités lors des élections.

DANS LE BÂTIMENT - Depuis quelques années, il y a crise dans le bâtiment et 400 000 ouvriers du bâtiment ont dû en RFA abandonner leur métier. A Berlin 6500 ouvriers sur 40 000 sont chômeurs et le pourcentage des chômeurs dans les bureaux d'études atteint 30%. Les salaires sont anormalement bas. Les ouvriers réclament une augmentation de 10% ou davantage. Le patronat offre 4,4% et le syndicat IG-Bau transigerait à 7,7%. Rien d'étonnant à ce que des grèves d'avertissement massives aient eu lieu. A Berlin-Ouest, 4 300 ouvriers ont cessé le travail du 12 au 14 avril (on n'avait encore jamais vu cela!). Des grèves analogues ont eu lieu en Rhénanie-Westphalie (25 000 grévistes), à Hambourg (12 000). Dans le Schleswig-Holstein (8 000) etc. Au total 135 000 ouvriers du bâtiment ont participé à ce mouvement qui montre un réveil certain dans une profession où le syndicat de la DGB faisait preuve depuis longtemps d'une lamentable passivité.

uruguay

IN MEMORIAM

L'occasion nous a été donnée de rendre compte, plusieurs fois, de la situation tragique qui est celle de l'Uruguay aujourd'hui et la répression brutale à laquelle sont soumis les opposants au régime.

Le 22 mai 1976, on devait retrouver dans une voiture les corps torturés de 3 de ces opposants : Zelmar Michelini, Hector Gutierrez Ruiz et William Whitelaw. Plus tard, la femme de ce dernier était abattue chez elle, en présence de ses enfants.

Il existe en France un Comité de Défense des Prisonniers Politiques en Uruguay et un Collectif Uruguay-France Américain. Deux ans après les assassinats de ces 4 militants antifascistes, ce comité et ce collectif ont décidé de se souvenir en célébrant... un service religieux dans lequel ils mêlent, à l'occasion, toutes les victimes, disparus et détenus uruguayens sans se soucier le moins du monde de ce que ces victimes, disparus ou détenus, parmi lesquels figurent des anarchistes, pouvaient penser de la cruauté et de ses piteuses.

Au fait, et les informations sur le clergé d'Uruguay ?

Est-ce que votre travail vous tue ?



états-unis

A CHICAGO - A Chicago, dans une usine de tannerie, 7 travailleurs ont trouvé la mort et 28 autres sont dans un état grave à la suite d'une erreur de manipulation de produits chimiques. Du sulfate de sodium utilisé pour dissoudre les poils de la peau brute a été rejeté dans une cuve contenant de l'acide. La combinaison chimique de ces deux composants produit de l'hydrogène sulfureux, gaz mortel qui tue chaque année de nombreux travailleurs. La compagnie ne s'est pas encore inquiétée, en effet, d'étiqueter les réservoirs.

DANS LE MAINE - Un travailleur a été tué et 15 personnes ont été hospitalisées lorsqu'une cuve de mélange complètement oxydée a explosé dans l'usine des Plastiques du Maine. La plupart des victimes ont respiré du phénol qui

s'est aussitôt répandu dans l'usine après l'explosion de la cuve. Le phénol est un gaz largement utilisé dans l'industrie des plastiques. Il cause des douleurs de poitrine et des maladies respiratoires et peut aussi occasionner des maladies héréditaires.

LES ENFANTS AUSSI - Une étude médicale sur 54 enfants dont les parents travaillent dans des élevages industriels (cultures sous serres) a mis en évidence le taux élevé de plomb contenu dans le système sanguin de ces enfants. D'après le rapport du service de santé du travail, la poussière de plomb qui se dépose sur les vêtements utilisés pour le travail est la cause apparente de la contamination chez les enfants. Les empoisonnements par le plomb causent chez les enfants des troubles cérébraux définitifs et peuvent entraîner des maladies mentales incurables.

Informations tirées d'*Industrial Worker*

Le livre de la semaine

par Maurice JOYEUX

Histoire du mouvement anarchiste
et des événements de mai-juin 68

par Louis Comby, Abel Clarte et Georges Ayache

Les Dossiers de l'histoire

LE titre de ce travail est ambitieux et les auteurs doivent bien en avoir eu conscience, mais les nécessités d'une revue peuvent le justifier. Disons qu'il s'agit d'une projection sur l'histoire de l'anarchie qui va jusqu'à l'époque contemporaine puisque les auteurs vont jusqu'à annoncer la parution hebdomadaire de notre journal Le Monde Libertaire.

Toute la première partie, qui est due à Louis Comby, est un travail sérieux, bien documenté, joliment illustré et parsemé de citations des théoriciens de l'anarchie qui éclairent le texte de l'auteur. Ce qui rend ce travail intéressant, c'est que le lecteur, qui n'est pas forcément un homme qui se réclame de l'anarchie, peut saisir d'un seul jet la charpente de ce mouvement et juger

de sa continuité et de sa cohérence, ce qui n'est pas toujours le cas lorsqu'on lit des ouvrages infiniment plus complets où les détails infiniment plus riches noient le fil du récit. C'est essentiellement un ouvrage d'approche qui peut donner le goût d'en savoir davantage. L'auteur s'est attaché à définir les principes de l'anarchie en citant Max Stirner, dont beaucoup se réclament de nos jours sans jamais l'avoir lu, et il se trouve que cette citation est vraiment représentative de l'anarchisme individualiste. Puis il examine Proudhon, l'homme du peuple, Bakounine le révolutionnaire dans l'Internationale, Kropotkine et d'autres encore. Bien sûr, un anarchiste peut toujours chipoter sur un détail à partir de sa vue particulière de l'histoire, mais tout ce travail est exact et pour ma part je ne connais pas un ouvrage, écrit en dehors de nos milieux, qui fasse preuve d'une telle rigueur d'esprit, et c'est d'autant plus étonnant que les « revues d'histoire » se contentent généralement de la « grosse cavalerie » sans se soucier d'entrer dans les nuances de l'histoire et chacun sait qu'il n'existe pas d'histoire qui soit plus difficile à saisir dans toutes ses nuances que l'histoire de l'anarchie. D'ailleurs l'auteur a bien senti le caractère internationaliste de l'anarchie et, en passant, il nous trace des esquisses rapides mais justes du mouvement anarchiste italien comme du mouvement anarchiste espagnol sans rien ignorer des nuances qui les rendent à la fois différents et complémentaires du mouvement anarchiste français. Enfin Louis Comby nous résume les dix dernières années de notre Fédération anarchiste, y compris notre congrès extraordinaire de Boussy-St-Antoine, qui est analysé avec beaucoup d'attention et de sympathie. Pour toute cette période moderne, notre journal Le Monde Libertaire, est abondamment cité et c'est justement lorsqu'on voit la part importante d'un journal au regard de l'historien qu'on peut se féliciter d'avoir aujourd'hui un hebdomadaire qui, entre autres, pourra témoigner pour l'avenir.

Pour la seconde partie, Georges Ayache, l'auteur, essaie de définir d'abord ce que furent les événements de mai et juin 1968 et le rôle qu'y jouèrent les différentes familles anarchistes. Et il arrive naturellement un phénomène bien connu qui est celui du recul du temps qui, seul, peut établir les faits et les causes sans que ceux-ci ne soient jamais irréfutables. Enfin j'ai gardé pour la bonne bouche ce chapitre sur les « anarchistes doux » qui font revivre quelques figures pittoresques comme celle de Georges Pioch ou celle de Gérard de Lacaze-Duthiers, et qu'on doit à Abel Clarte, chapitre qui m'a rappelé mes souvenirs de jeunesse.

Ce numéro des dossiers de l'histoire, d'un prix abordable, peut être un excellent texte de première main, qui donnera au lecteur le goût d'en savoir davantage, c'est à dire d'attaquer nos grands classiques.

La multiplication
des petits ponts

« On n'apprend pas nos chansons dans les écoles
On mettra pas nos refrains dans les musées
Les paroles on les écrit pour qu'elles s'envolent
Les musiques on les écrit pour s'amuser »
Yves Duteil. Les p'tites casquettes

Enfin quelqu'un dans toute cette merde discographique qui nous parle simplement et qui a effacé d'un grand coup de guitare et de tendresse bien des conneries qui dormaient dans ma disothèque. Yves chante avec la simplicité des gens qui n'ont pas la grosse tête et la fraîcheur des gens « à qui l'on ne peut pas mettre d'étiquette et qu'on classe dans des divers et les bizarres ».

Prendre un grand bol d'air pur en l'écoutant, faire un petit voyage à la campagne l'espace de 33 tours.

J'en connais pas mal qui auraient bien besoin d'aller « refaire les petits ponts de bois pour aller n'importe où et en être fiers » et qui, passant devant les murs de la prison d'en face, imagineraient à leur place

« les grillages ouragés
d'un parc abandonné
où les arbres emmêlés
s'enlacent »

Allez, salut les artistes.

DÉNIS
(Bourgoin-Jallieu)

Gilles Naudin

Trouver de bons disques en ce moment avec la vague Disco (SNF*) c'est pas facile. La pochette n'est pas terrible (c'est une photo), mais elle accroche parce que de loin tu crois voir le dernier Yves Simon (curiosité!), puis ce Yves Simon t'apprend qu'il s'appelle Gilles Naudin. Un sombre inconnu pour moi. Mais je ne serais pas déçu, dès la première chanson Gilles Naudin annonce la couleur. La musique ressemble vaguement à un mélange de Maxime Le Forestier et du Yves Simon (cité plus haut) mais les paroles c'est autre chose :

« Un tout petit garçon
Tout habillé de vagues
En chaussette de sable
Qui parlait à la mer »

Gilles Naudin c'est un peu du surréalisme populaire, puis il y a quelques chansons engagées, alors là c'est la franchise qui frappe mais pas la franchise style Maxime Le Forestier avec de l'orgueil, non c'est franchise simple, contestataire mais qui n'a de définition au sein d'un parti quelconque.

Jean-Serge FILLAUD

* Saturday Night Fever pour ceux qui connaissent pas encore (à éviter).

Senthaclos

Mon propos n'est pas de savoir si le regretté Vital Michalon était un véritable écologiste, mais je regrette sa mort. Je n'ai jamais compris la violence et n'aime pas ceux dont c'est le métier aussi j'apprécie à sa juste valeur la chanson du caïsson qui était en avance sur ce sujet quand le groupe Senthaclos a fait paraître le 33 tours *Chansons des colères* chez « Expression spontanée ».

Malheureusement, nous ne sommes pas assez nombreux à connaître ce disque qui comporte des chansons dont les titres donnent le sujet : *Les soldats sont chez nous*, *La tortue existe*, *J'habite un cube*, *L'Afrique à Paris*, *La panne à l'usine*, *L'école où l'on est déjà aligné comme à l'armée*.

La très bonne musique moderne n'empêche pas au contraire de reprendre en chœur le texte de ces chants qui sont édités sur la pochette. Je ne peux dire lequel je préfère car j'aime l'ensemble et souhaite que ce groupe continue surtout après les événements de Morestel (nom prédestiné pour faire un mort) qui prouvent que les dirigeants de notre pays ne les ont pas écoutés.

Jean BOUSSUGES

Au théâtre Moderne

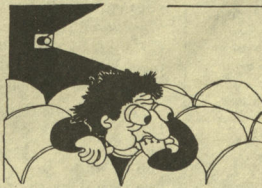
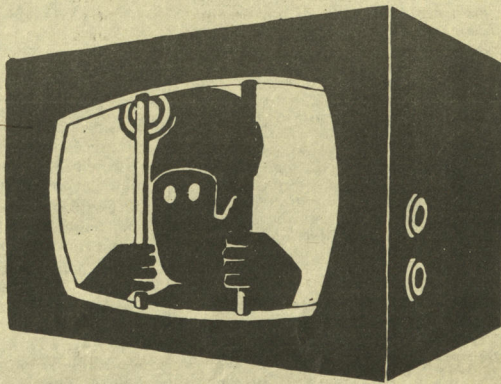
La nuit des tribades
La plus forte

LORSQUE l'on connaît la vie d'August Strinberg, lorsque l'on s'est familiarisé avec son théâtre, on ne s'étonne pas trop de l'extravagance de langage et des caprices prêtés à l'auteur suédois par P. Olov Enquist ; celui-ci a dû écrire sa pièce après une attentive compilation de la correspondance du turbulent dramaturge.

Strinberg vient retrouver sa femme, dans les coulisses du théâtre d'essai qu'elle dirige, afin de répéter une nouvelle pièce. La plus forte, œuvre à deux personnages, deux lesbiennes, où la femme de Strinberg et son amie tiendront les rôles. La répétition va commencer avec l'arrivée du jeune metteur en scène, celui-ci moins évolué que ses amis va découvrir, en cette circonstance, la vie intime du trio. Rien n'est atténué dans le langage du rageur et malheureux August, il s'explique sur leur vie commune, passée en France, à Gretz exactement, et où, au cours de ce séjour, se déroule cette nuit des tribades ; une idylle se noue entre les deux amies, leur vie commune a détruit le ménage d'August. Durant cette amorce de répétition la grossièreté du langage du mari incite les amantes à le tourner en dérision, en faisant allusion à la... discrétion de ses capacités sexuelles. Fou de colère, Strinberg prend à témoin le jeune metteur en scène. Ici, nous sommes au sommet du délire, August affirme qu'il a fait constater par huissier sa virilité et qu'il fit l'amour en sa présence. Rien n'est omis par le pauvre mari, même pas la mensuration exacte du... chef d'œuvre. Au cours de ce règlement de compte, devant le jeune Viggo ahuri, la belle Marie consomme une jolie collection de bouteilles sous les reproches du mari. Reconnaissons que pour jouer un tel théâtre, il faut trouver des interprètes sachant vivre sur un registre hors du commun. Ici nous avons la chance de découvrir des comédiens pouvant réaliser cet exploit.

Michel Bouquet fait une très belle composition de Strinberg, ce n'est plus une imitation c'est la réincarnation du turbulent suédois. Gaby Sibuya se met au diapason et rend parfaitement, la complexité de cette créature lassée et tentée par une autre aventure plus douce et sans tumulte. Mme Gaby Sibuya démontre, en cette circonstance, un jeu scénique totalement au point. Tanya Lopert crée une émule de Renée Vivien ou de Polaire, avec une précision surprenante, son alcoolisme puis son ironie devant la bouffonnerie de cette réunion, démontrent sa justesse d'interprétation de ce rôle casse-cou. Dans ce quadrille de la déraison seul Bernard Alane tient un emploi normal, il joue juste et il a du mérite à garder la mesure, bref il est à la taille de son exceptionnel partenaire. Le spectacle se termine par l'acte de Strinberg La plus forte dont nous avons eu un avant-goût à la répétition. Les deux comédiennes servent bien cette confrontation de deux amoureuses pour le même homme. La mise en scène de Raymond Rouleau est excellente, bien que la scène mimée dans une luminosité saccadée n'ajoute rien à l'intensité du thème.

Francis AGRY



samedi 27 mai
NOUS NE VIEILLIRONS
PAS ENSEMBLE
de Maurice Pialat

Les trois derniers mots
de la vie d'un couple.

CINÉ-CLUB DU 19 JUILLET
TOUS LES SAMEDIS
A 21 H
7, RUE DU MUGUET
33 000 BORDEAUX

samedi 3 juin
LE TERRORISTE
de G. de Bosio

Une approche de la
réalité de la résistance
dont le cinéma n'a sou-
vent montré que des faits
héroïques particuliers.

Vers la reconstitution de l'U.S.I.

Entretien avec un camarade de la F.A.I.

Voici donc cette semaine la suite et la fin de l'entretien avec un camarade italien de la FAI sur la reconstitution de l'USI, entretien dont nous avons publié la première partie la semaine dernière.

Après l'analyse historique, il est procédé ici à un examen de la situation politique italienne et de l'opportunité de relancer une centrale syndicale révolutionnaire...

- Aujourd'hui on parle, dans le mouvement libertaire, de reconstruire l'USI. Toi qui es militant de la FAI qu'en penses-tu ?

- Je pense qu'il faut sûrement agir aujourd'hui pour donner vie, pour réactiver, redonner force à ce mouvement anarcho-syndicaliste qui, de fait, existe. Personnellement, avec d'autres militants de la FAI, je partage ce type de pensée qui veut que le sigle USI ou non est moins important que de donner vie et force à ce mouvement. Face à l'opinion publique, le mouvement anarcho-syndicaliste italien a un autre nom qui s'appelle l'autonomie, le mouvement réel qui s'est développé dans les usines, les quartiers, au sein de la société, dans les campagnes, et qui a réussi à développer des thèmes anarcho-syndicalistes en 68, 69, dans les conseils d'usine, des mouvements à caractère politique comme Lotta Continua ont profité de ces expressions émises par la base.

Ces groupes marxistes et aussi anarchistes n'ont pas su donner une réponse organisationnelle et politique à ce mouvement qui a formé le milieu de l'autonomie ouvrière. Le problème est selon moi maintenant de donner corps à ce mouvement qui existe et qui est très radicalisé dans la réalité italienne : mouvement des étudiants, des non-garantis, des chômeurs, des « emarginati ». Ce mouvement, développé l'année dernière, a connu des moments très importants avec des rassemblements de 100 à 150 000 personnes, et des mobilisations à caractère de masse dans toutes les grandes villes. C'est le terrain social sur lequel agit le projet anarcho-syndicaliste.

- Considères-tu l'expérience des Noyaux Libertaires d'Usines comme intéressante ?

- Sans aucun doute ! Avec les camarades de ma localité, Bologne, et surtout avec ceux de Milan et du Nord de l'Italie, lieu de concentration ouvrière, nous avons été parmi les premiers à former ces noyaux. Les NLU veulent être une réponse organisationnelle à la déficience de l'autonomie ouvrière. Nous avons assisté depuis trois ans à la formation d'une myriade de comités ouvriers, d'assemblées autonomes d'usines, de structures de quartiers, de structures de bureaux d'entreprises, etc., qui exprimaient des moments de lutte autonome de masse qui recueillaient dans les situations où ils se développaient, la majorité ou la totalité des ouvriers du secteur impliqué. Les mouvements autonomes de lutte n'arrivaient pas à avoir des formes organisées, un discours continué, une structure qui permettrait de donner une continuité à ce type de discours. Ces comités vivaient 4 ou 5 mois, le temps d'une lutte, et se dissolvaient.

En tant que militants anarchistes, nous avons été insérés et promoteurs de ce type de mouvement, nous nous sommes posé le problème de la continuité et nous avons créé ces noyaux libertaires qui devaient être un point de référence de l'autonomie ouvrière. Nous devons aussi faire des auto-critiques, les structures des noyaux libertaires peuvent parfois apparaître comme celles d'un groupe politique, minoritaire et idéologique, au sein de l'entreprise, ce que les NLU ne voulaient pas être. Les NLU désiraient être des structures libertaires ouvertes à tous les travailleurs. Cela ne s'est pas toujours vérifié, pourtant l'expérience fut positive sur un certain nombre d'aspects, en premier lieu pour la formation des militants de rassembler les camarades opérant au sein de l'entreprise ou d'un secteur. Aujourd'hui, au sein de cette assemblée pour la reconstitution de l'USI, de nombreux camarades sont issus des NLU.

Un élément très important, c'est aussi le fait qu'aient été jetées les bases pour envisager un travail anarcho-syndicaliste plus complexe. Un autre élément positif a même été de réactiver une présence spécifique des anarchistes à l'intérieur du mouvement ouvrier.

- Sur un plan plus politique de la situation italienne, comment voyez-vous, avec le recul d'une année, l'importance de l'autonomie ?

- Tout d'abord le mouvement de l'autonomie est à envisager sous un angle de classe. Ce mouvement subit un reflux par rapport à 77. Le mouvement de 77, présenté par la presse comme le mouvement des autonomes ou comme la guerre des autonomes contre l'Etat, a été de fait un mouvement « underground » qui s'est développé à l'intérieur des contradictions de la gauche révolutionnaire. Le mouvement a aussi ses racines dans la défaite politique des dernières élections et du projet que soutenait l'extrême-gauche de voir la gauche au pouvoir.

Les chômeurs déclarés représentent par exemple 1 600 000 personnes, plus 1 million et demi de jeunes à la recherche d'un premier emploi auxquels il faut encore

ajouter 3 millions de travailleurs au noir, à domicile ou précaires, cela donne une couche sociale d'environ 6 millions de personnes, plus d'un quart de la totalité de la classe ouvrière.

Projet mis en échec car il ne comportait pas une analyse concrète de la situation italienne. L'idée de la gauche au pouvoir peut avoir un sens, pour nous il n'en a de toute façon aucun dans la mesure où nous refusons toute intégration à l'intérieur des organes de l'Etat. Il pourrait néanmoins y avoir un sens lorsque le mouvement ouvrier était un mouvement d'attaque, or celui-ci était depuis six ou sept ans sur la défensive. Après le grand renouvellement des conventions collectives, de 68 à 69, jusqu'à 71, le mouvement ouvrier a été un mouvement d'attaque puis il a commencé à se replier sur lui-même, à l'intérieur des limites posées par les leaders syndicaux d'une gestion suicidaire de la négociation ouvrière. Le mouvement de 77 trouve ses racines dans cette désillusion. D'une part, le mouvement est underground, d'autre part, marginal dans le sens où il se situe hors de la société dite civile. Des intellectuels italiens ont même théorisé l'existence de deux sociétés, la société civile et la société des marginaux.

C'est après la large mobilisation de cent mille personnes, faite à Rome le 12 mars 77, que le mouvement a commencé à refluer. On peut trouver une analogie entre notre situation et celle de la fin de l'USI, parce que le niveau de l'affrontement de classe avec les institutions étatiques de la bourgeoisie s'élève à de tels niveaux qu'ils ne peuvent être pratiqués à un niveau de masse. Le niveau des affrontements de rues, de la lutte contre la répression, atteint des formes de guerre clandestine. De fait, la prolifération des groupes armés est très indicative. Nous sommes actuellement devant une situation très confuse parce qu'il existe toujours potentiellement ce mouvement de masse qui a besoin d'avoir ses propres contenus revendicatifs, mais ce type de contenu ne peut suffire dans la mesure où le mouvement ressent la nécessité de s'affronter chaque jour avec l'appareil de l'Etat.

- Alors que Moro a été enlevé, nous avons assisté à une grève lancée par les syndicats, des manifestations organisées par les partis de gauche. Cela fait partie d'une orientation qu'ont pris les partis communistes et socialistes en Europe. Que penses-tu par exemple, en considération du résultat des élections françaises, où la gauche a fait de nombreuses concessions pour tenter d'avoir des postes au sein d'un gouvernement, de ce phénomène ? En rapport avec cette évolution, le PC italien semble avoir tracé la voie la plus en rupture avec le PC soviétique, jusqu'où peut aller cette orientation ?

- Il est difficile de donner une réponse à ce type de questions. Nous devons faire une analyse précise de l'évolution du capitalisme, du changement des formes de production, des rapports entre les classes sociales, de la formation de nouvelles couches sociales comme la techno-bureaucratie qui a une incidence dans ce type de processus. Le PCI fait reposer sa force, sa puissance politique, économique, sur ces couches. Aujourd'hui il ne peut plus être considéré comme le parti de la classe ouvrière, même pas celui de l'aristocratie ouvrière comme le théorisent certains membres de la gauche révolutionnaire, parce que les cadres de l'appareil dirigeant ne sont pas des ouvriers mais des membres de cette classe techno-bureaucratique. Le problème des rapports de force, en termes politiques, entre le PC, la démocratie-chrétienne et l'appareil de l'Etat, le problème des rapports entre le PC italien, le PC russe et les PC de l'Europe méditerranéenne sont des problèmes qui doivent s'expliquer par ces modifications structurelles de la société. Il est difficile de dire jusqu'où cette évolution peut aller. Une chose est certaine, le PC en Italie agit aujourd'hui avec une absence de scrupules qu'il n'a jamais eue. Il est en train de vendre à très bas prix tous ses contenus idéalistes, idéologiques, historiques. Il court sur sa droite de façon très peureuse. Par l'image donnée par ses dirigeants, il est sûr que le parti communiste n'est qu'un parti de gouvernement et non un parti de lutte, même s'il arrive encore aujourd'hui à développer une capacité de mobilisation de masse. C'est une chose assez importante que les camarades étrangers n'arrivent pas à bien comprendre en observant la situation de l'extérieur. Il peut paraître assez contradictoire que le PC arrive à conserver une capacité de mobilisation et à réussir à être un parti de gouvernement se faisant « Etat ». Je ne sais si vous avez suivi au cours de nos débats les quelques dénonciations de la situation italienne faites par les camarades. Ce sont aujourd'hui les sections de quartier du PC qui dénoncent à la police les militants révolutionnaires, les camarades qui agissent dans la rue. C'est devenu l'Etat dans le sens le plus salement staliniste du terme. Le PC résoud aujourd'hui cette contradiction en adoptant les méthodes qui ont été celles de la démocratie-chrétienne, effectuant une politique clientélaire, de chantage et de répression contre les couches populaires. Ces choses pouvaient sembler invraisemblables il y a 4 ou 5 ans, aujourd'hui pour travailler, pour avoir un logement, il ne suffit pas d'avoir la carte de la DC mais aussi la carte du PC.

Rome le 23/4/78

LA RÉPRESSION EN ESPAGNE

12 arrestations à Valladolid

Au cours des manifestations du 1^{er} mai dernier, 19 camarades de la CNT et d'un athénée libertaire ont été arrêtés à Valladolid. Parmi eux, 7 ont été relâchés depuis mais les 12 autres restent incarcérés et accusés de terrorisme et attentats contre plusieurs banques.

Le syndicat de la métallurgie de la CNT informe que les accusations portées contre ces camarades ne sont pas fondées. Elles s'inscrivent dans la campagne de discrédit et de diffamation qui continue à toucher la centrale anarcho-syndicaliste espagnole.

La grève de la faim de Victor Simal et Bernard Pensiot continue...

DES deux camarades français avaient été arrêtés à Barcelone au moment de l'affaire « La Scala » avec nos camarades espagnols de la CNT (voir ML précédents). Ils avaient été sévèrement torturés et avaient « avoué » sous les coups. A ce jour, ils sont toujours incarcérés, sans aucun motif, excepté celui d'avoir des sympathies pour le mouvement libertaire espagnol !

L'arrestation de ces deux camarades a servi de caution à l'Etat espagnol pour tenter d'accréditer l'idée d'un complot international, opération qui visait en fait l'assimilation de la CNT à une organisation terroriste.

Depuis la prison de la Modelo où ils sont détenus, ces camarades communiquent : « Nous sommes emprisonnés depuis presque 4 mois, 4 mois que nous attendons une quelconque inculpation pour notre soi-disant participation à des « groupes d'action terroristes », mais aucun chef d'inculpation ne nous a été présenté. Cela n'est pas pour nous étonner, en effet il n'y a rien qui permette notre inculpation et nos arrestations ont simplement permis à la Garde civile d'accréditer les thèses des « terroristes internationaux ». Nous pensons que nous sommes encore en prison parce que le ridicule du montage policier serait trop flagrant si nous étions relâchés de suite, après les 6 libérations ayant déjà eu lieu sur les 13 arrestations. Est-ce un crime que de connaître des anarchistes espagnols ? »

Bernard et Victor subissent les conséquences de leur grève de la faim commencée le 12 avril. Ils ont perdu 7 kg pour l'un, 9 kg pour l'autre, leur tension a encore baissé, elles est de 8,5.

De nombreuses organisations humanitaires, telles que la Libre-Pensée, la Ligue des Droits de l'Homme, Amnesty International, ont pris position en leur faveur ainsi que la plupart des organisations de gauche de Perpignan où un comité anti-répression s'occupe directement des actions de solidarité : galas, réunions d'informations, etc. Dernièrement des camarades ont occupé l'annexe du consulat d'Espagne en signe de protestation. Bernard et Victor servent de bouc-émissaires à la politique de répression du gouvernement espagnol contre le mouvement libertaire.

LIBERTÉ POUR TOUS LES ANARCHISTES EMPRISONNÉS EN ESPAGNE
LIBERTÉ POUR TOUS LES EMPRISONNÉS

Patricio SALCEDO